

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERAL



E/ECA/ENV/7
28 Octobre 1982

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxième réunion du Comité régional
intergouvernemental mixte des établissements
humains et de l'environnement

Addis-Abeba (Ethiopie), 16 - 21 janvier 1984

RAPPORT

Séminaire régional CEA/BNUS/PNUE/ETMA pour
la lutte contre la désertification en Afrique

Khartoum (Soudan), 23 - 28 octobre 1982

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. Le Séminaire régional pour la lutte contre la désertification en Afrique s'est tenu à la Maison de l'amitié de Khartoum (Soudan) du 23 au 28 octobre 1982. Il a été organisé par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Programme africain de formation et de gestion en matière d'environnement (ETMA) en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation (Groupe national de coordination de la lutte contre la désertification) et l'Institut des études de l'environnement de l'Université de Khartoum.

2. Ont participé au Séminaire les représentants des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique suivants : Angola, Bénin, Botswana, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Malawi, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan, Tchad et Zimbabwe.

3. Etaient représentés à la réunion les bureaux, programmes et organismes des Nations Unies ci-après : Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Organisation météorologique mondiale (OMM).

4. Les organisations ci-après étaient également représentées à la réunion : le Programme africain de formation et de gestion en matière d'environnement parrainé par l'Agence pour le développement international des Etats-Unis et l'Institut des études de l'environnement de l'Université de Khartoum.

5. Les personnes ci-après ont été élues membres du bureau du séminaire :

Président : M. Mustafa Khogali
Institut des études de l'environnement,
Université de Khartoum

Rapporteurs : M. Laban Anderson Chibvunde Bweya
Ministre de l'agriculture
Malawi

M. Djekourbian Bardoum
Département des eaux et forêts,
Tchad

B. ORDRE DU JOUR

6. Le Séminaire régional a adopté sans le modifier l'ordre du jour qui figurait dans le document ENV./INF.1 et qui était le suivant :

1. Ouverture officielle
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail provisoires du Séminaire
4. Séances plénières : Débats de groupe sur la lutte contre la désertification : problèmes et succès
5. Discussions des études de cas au sein des groupes, rapports de pays et excursion sur le terrain
6. Séance plénière : Recommandations
7. Séance plénière : Adoption du rapport et clôture de la réunion

7. En revanche, certains amendements ont été apportés à l'ordre du jour provisoire annoté (ENV./INF.2) pour refléter le titre exact des sujets débattus au sein des groupes.

8. Le Programme de travail provisoire (ENV./INF.3) a été adopté après quelques modifications.

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Allocutions d'ouverture

9. Le représentant du Secrétaire exécutif de la CEA a déclaré que le séminaire régional constituait un effort coopératif en vue d'évaluer les activités de lutte contre la désertification dans deux sous-régions africaines, à savoir la région soudano-sahélienne qui comptait 19 pays et la région du désert du Kalahari qui comptait 10 pays touchés par la sécheresse et la désertification. Il regrettait que les cinq pays d'Afrique au Nord du Sahara ne fussent pas représentés, faute de ressources; toutefois au titre de la résolution 446 (XVII) de la Conférence des ministres de la CEA des dispositions avaient été prises en vue de créer un comité régional intergouvernemental de lutte contre la désertification qui permettrait de procéder à un échange de données d'expérience et de renseignements entre les trente-quatre pays membres de la CEA touchés par ce fléau. Le séminaire offrirait l'occasion de procéder à l'évaluation d'études de cas et d'expériences de pays, d'examiner les difficultés rencontrées et de mettre au point des stratégies en vue d'utiliser dans les Etats membres les méthodes ayant permis à d'autres pays de renforcer leur capacité en matière de lutte contre la désertification. L'accent serait mis sur les travaux sur le terrain et l'expérience du travail quotidien dans un environnement rural, le séminaire étant couronné par une excursion d'une journée sur le terrain organisée par l'Institut des études de l'environnement de l'Université de Khartoum. Le représentant du Secrétaire exécutif de la CEA a exprimé l'espoir que le rapport sur le séminaire fournirait des informations sur les activités régionales de formation en Afrique pour le séminaire mondial qui était organisé par le PNUE à l'UNESCO à Paris sur les programmes portant expressément sur la formation et la recherche en matière de lutte contre la désertification.

10. Le représentant du Programme africain de formation et de gestion en matière d'environnement a déclaré que ce dernier était un projet appuyé par l'Agence pour le développement international des Etats-Unis au titre duquel un groupe d'universités africaines aidait des universités et institutions gouvernementales africaines par le biais de séminaires et d'études en matière de gestion de l'environnement. Le Programme était destiné à satisfaire les besoins des pays en tenant compte de leur priorité avec la participation de spécialistes scientifiques et autres autochtones ou par leur intermédiaire. C'est dans cet esprit que le Programme aidait les organisateurs du séminaire.

11. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants au nom de M. K. Tolba, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le représentant du PNUE a évoqué la prise de conscience croissante dans le monde des problèmes de dégradation des terres et de désertification. La sécheresse de 1968-1974 dans la région soudano-sahélienne avait joué un rôle important en ce sens qu'elle avait stimulé les activités du système des Nations Unies en matière de lutte contre la désertification et avait amené ce dernier à coordonner ces activités au niveau mondial. Lesdites activités avaient abouti à la convocation en 1977 de la Conférence des Nations Unies sur la désertification et à l'adoption au cours de cette conférence du Plan d'action pour lutter contre la désertification. Dans le cadre des mesures immédiates recommandées dans le Plan d'action, il avait été demandé aux commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies d'organiser des séminaires techniques sur la mise en oeuvre du Plan d'action au niveau régional et de définir des programmes régionaux plus précis. Le présent séminaire constituait un premier pas dans cette voie qui marquerait un tournant dans la lutte contre la désertification en Afrique.

12. Le représentant de l'UNESCO qui participait au Projet intégré sur les terres arides au Nord du Kenya a déclaré que le Programme sur l'homme et la biosphère dont le secrétariat était au siège de l'UNESCO à Paris était intéressé par tous les aspects de l'écologie humaine. Une des activités principales du Programme était d'étudier les écosystèmes des pâturages en zone aride, les changements qui intervenaient sur ces terres et toutes les mesures de gestion possibles, pour lutter contre leur dégradation. L'une des études en cours était le Projet intégré sur les terres arides de la zone sub-désertique du Nord Kenya. L'UNESCO était particulièrement intéressée par les objectifs du séminaire et ses conclusions. Le représentant de l'UNESCO a, au nom de son organisation, souhaité plein succès à la réunion.

13. Le représentant du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) a transmis les salutations du Directeur du Bureau et s'est déclaré très heureux de participer à la réunion qui portait sur l'un des problèmes les plus graves qui se posaient à l'Afrique aujourd'hui. Les 19 pays de la région soudano-sahélienne et les régions adjacentes auxquels le BNUS apportait une assistance du PNUE au nom du PNUE étaient situés au Sud du Sahara et au Nord de l'équateur (de l'océan Atlantique à l'océan Indien et à la mer Rouge); il s'agissait du Bénin, du Cap-Vert, de Djibouti, de l'Ethiopie, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Haute-Volta, du Kenya, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, de l'Ouganda, de la République-Unie du Cameroun, du Sénégal, de la Somalie, du Soudan et du Tchad. Ces pays avaient de vastes étendues de terres arides et semi-arides aux écosystèmes fragiles dont l'équilibre avait été si bouleversé qu'il y avait eu désertification. Bien que la plus grande partie de la Guinée et de la Guinée-Bissau bénéficie d'un climat humide la dégradation des terres menaçait actuellement le massif du Fouta Djallon, situé en Guinée

mais avec des massifs détachés en Guinée-Bissau et ce, à cause de la déforestation du bassin hydrographique qui formait la principale source de la Gambie, du Niger, du Sénégal, et d'autres fleuves, cette déforestation ayant des conséquences fâcheuses sur l'écologie de la partie occidentale du Sahel. Le représentant du BNUS a déclaré qu'il s'attendait à un échange fructueux d'informations et d'idées entre les divers représentants présents tant de la région soudano-sahélienne que de la région du désert du Kalahari. Il a exprimé l'espoir que les participants à la réunion feraient des propositions concrètes et positives de mesures de lutte contre la désertification en Afrique qui seraient mises en oeuvre dans les pays concernés.

14. Après avoir souhaité la bienvenue aux divers organisations et participants, le Recteur de l'Université de Khartoum a souligné la nécessité de promouvoir, pendant les travaux du séminaire, la coopération aux niveaux national, régional et international. Il a également souligné le rôle de l'Institut des études de l'environnement dans le domaine de la recherche et de la formation aux niveaux national et régional non seulement pour les écosystèmes des terres régionales, mais aussi pour les écosystèmes des villes, de l'eau fraîche et des zones côtières.

15. En déclarant ouvert le Séminaire régional pour la lutte contre la désertification en Afrique, M. Soughiaroun Elzein, Ministre de l'agriculture et de l'irrigation du Gouvernement soudanais, a dit que la désertification constituait au Soudan, un grave problème qui menaçait l'agriculture, l'élevage et les ressources forestières. Le Gouvernement avait adopté un plan national d'action pour la lutte contre la désertification reposant sur la théorie selon laquelle la désertification était une conséquence des activités humaines et que l'homme pouvait changer son mode de vie pour son plus grand bien et celui de la société. Il a, pour terminer, exprimé l'espoir que le séminaire se pencherait essentiellement sur des méthodes tant régionales qu'internationales destinées à résoudre le problème de la désertification et a souhaité au séminaire plein succès dans ses travaux.

1. Séance plénière : Débats de groupe (point 4 de l'ordre du jour)

Groupe I : Expériences réussies en matière de lutte contre la désertification

a) Activités du PNUE relatives à la mise en oeuvre du Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre la désertification

16. Le représentant du PNUE a présenté un document sur les activités de son organisation relatives à la mise en oeuvre du Plan d'action de lutte contre la désertification en Afrique. Il a résumé les mesures à long et à moyen terme recommandées dans le Plan d'action aux niveaux national, régional et international et a indiqué les activités institutionnelles et complémentaires devant être entreprises. Une section chargée des questions relatives à la désertification avait été créée au sein du secrétariat du PNUE; et il avait été demandé au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (RNUS) d'aider, au nom du PNUE, les 19 pays de la région soudano-sahélienne, dans les efforts qu'ils déployaient pour lutter contre la désertification, dans le cadre d'une entreprise commune PNUE/PNUD.

17. Le PNUE organisait et coordonnait un certain nombre de projets communs aux niveaux international et régional. Le représentant du PNUE a mentionné le projet PNUE/FAO sur l'aménagement des parcours arides et semi-arides d'Afrique et du Moyen-Orient, le projet intégré sur les terres arides exécuté par l'UNESCO, le projet prometteur de ceinture verte d'Afrique du Nord, le projet transnational

sur la gestion des principales couches aquifères régionales en Afrique du Nord-Est, le projet mixte PNUE/URSS sur les cours internationaux de formation en matière de désertification et la lutte contre la désertification par le biais du développement intégré, le projet PNUE/Chine sur l'évaluation de la désertification et l'établissement de cartes des zones arides; puis il a donné des renseignements sur la participation des pays africains à ces projets.

18. Le PNUE avait également apporté une assistance technique à quelques pays africains, à la demande des gouvernements des pays concernés, en les aidant à formuler des plans d'action nationaux de lutte contre la désertification et à élaborer des projets précis de lutte contre la désertification. Actuellement le PNUE se préparait à procéder à une évaluation générale pour 1984 des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action issu de la Conférence des Nations Unies sur la désertification depuis son approbation par l'Assemblée générale en décembre 1977.

19. Le PNUE préparait également un projet, conformément au paragraphe 5 de la décision 10/18 de son Conseil d'administration, en vue de faciliter un processus de renseignements et de connaissances spécialisées entre les pays de la région soudano-sahélienne ainsi qu'entre ces pays et d'autres pays africains dans le domaine de la lutte contre la désertification. Les observations et recommandations du présent séminaire seraient soigneusement examinées par le PNUE en vue de développer davantage le programme.

b) Effets du climat sur la sécheresse et la désertification

20. En présentant le document établi par l'OMM, le représentant de cette institution a indiqué comment la sécheresse dans la zone soudano-sahélienne avait démontré l'importance du rôle que joue le climat, en particulier des précipitations, dans le processus de désertification. Il a expliqué qu'alors que la sécheresse était un phénomène essentiellement temporaire dû à la persistance dans toute une zone d'un niveau de pluies considérablement inférieur au niveau normal, l'aridité était un trait permanent caractérisé par une pluviosité généralement très faible sauf en cas des changements climatiques extraordinaires. Il a mentionné les différents types de sécheresse, notamment la sécheresse agricole, et a souligné l'importance de la pluviométrie en tant que moyen d'évaluer la sécheresse et la désertification, notamment dans les zones arides et semi-arides. La végétation dans les zones arides et semi-arides se maintenait normalement dans un équilibre écologique plutôt fragile par rapport au climat, jusqu'à ce que cet équilibre soit rompu par une exploitation excessive, tels que la surexploitation des terres par les agriculteurs et le surpâturage au point d'empêcher toute régénération.

21. Le représentant de l'OMM a ensuite discuté des saisons et du climat dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et déclaré que trois principales périodes de sécheresse avaient été constatées au cours du 20ème siècle, à savoir de 1914 à 1919; de 1939 à 1945 et de 1968 à 1974.

22. Il a informé les participants des programmes de recherche entrepris récemment par l'OMM pour étudier les saisons et le climat dans la région notamment les programmes GARP et FGGE ainsi que le Programme climatologique mondial. Il a, pour terminer, décrit le rôle de l'OMM en tant qu'agent d'exécution du programme AGRHYMET lancé par les pays du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) pour la région soudano-sahélienne et évoqué les progrès réalisés jusqu'à présent.

c) Progrès réalisés dans le cadre de la lutte contre la désertification

23. Le représentant de l'UNESCO a présenté l'étude de cas du Projet intégré sur les terres arides, lancé en 1976 par l'UNESCO dans le cadre du Programme sur l'homme et le biosphère. Le projet portait sur une superficie de 22 500 Km² de pâturages sub-désertiques et désertiques dans le district de Marsabit au nord du Kenya, entre le lac Turkana et les Monts Marsabit, zone habitée par environ 30 000 personnes. Les chutes de pluie étant en moyenne de 200 mm, il n'y avait pas d'agriculture et la population vivait essentiellement de l'élevage.

24. L'objectif principal du Projet intégré sur les terres arides était d'entreprendre des recherches sur les causes et les effets de la désertification des pâturages des zones sub-désertiques. Le projet permettrait d'obtenir l'ensemble de renseignements nécessaires pour assurer la planification de la gestion des ressources naturelles de la région. Jusqu'à présent, on avait rassemblé des données qualitatives sur les causes socio-économiques de la désertification du fait des populations humaines ainsi que des données quantitatives sur l'écologie de la zone, notamment le climat, les sols, la végétation, la faune et les ressources en eau : ces données étaient présentées sous forme de rapports techniques. Lorsque le Projet intégré sur les terres arides serait achevé en 1984, des projets de suivi seraient lancés, le premier portant sur la gestion des terres arides et appliquant les recommandations du Projet sur les terres arides et le second visant la création d'un Institut des terres arides chargé de promouvoir la recherche et la promotion dans les domaines de la lutte contre la désertification et de suivre le processus de désertification.

25. Le représentant de l'OMM a, pour terminer, identifié les obstacles ci-après qui devaient être pris en considération lors de l'élaboration des plans à venir de lutte contre la désertification :

a) Le manque de protection contre la surexploitation des terres situées à proximité des points d'eau;

b) Le manque d'infrastructures adéquates de commercialisation du bétail et les difficultés à réduire la forte concentration de bétail sur les terres situées à proximité des établissements humains ainsi que la nécessité de restaurer d'urgence la mobilité du bétail, pratique qui avait été abandonnée au cours de ces dernières années avec la réduction continue du nomadisme;

c) L'absence de protection contre le banditisme et le moyen d'assurer les éleveurs contre la perte de leur bétail du fait de la sécheresse, des maladies et du pillage;

d) La difficulté à trouver les matériaux qui puissent remplacer le bois dans la construction des enclos pour le bétail, l'emploi du bois entraînant l'abattage de grandes quantités d'arbres;

e) La résistance des populations d'éleveurs à accepter les pratiques recommandées en matière de gestion et l'incapacité des gouvernements à faire appliquer ces pratiques;

f) La difficulté qu'il y a à rendre les procédures de gestion assez souples en prévoyant en particulier de nouvelles formes de subsistance en remplacement de l'élevage, ce qui permettrait aux populations de s'accommoder au caractère extrêmement variable des pluies ainsi qu'à celui de la production végétale et de la charge potentielle de bétail à court terme qui en résulte.

Débats

26. Les débats sur les questions mentionnées ci-dessus ont porté essentiellement sur le fait que le PNUE, l'UNESCO et l'OMM n'avaient pas enregistré de succès spectaculaires dans les efforts qu'ils déployaient pour lutter contre la désertification en Afrique à part une prise de conscience accrue de l'importance des problèmes en question. Le Projet intégré UNESCO-Programme sur l'homme et la biosphère concernant les terres arides au nord du Kenya avait permis d'identifier des facteurs qualitatifs socio-économiques et culturels ainsi que des facteurs quantitatifs basés sur la recherche en vue d'obtenir de la biomasse à partir des végétaux et portant sur le bétail et la faune sauvage, le potentiel en eau de surface, la démographie et les établissements humains susceptibles d'entraîner la dégradation des terres. Des plans de gestion devant être exécutés par les gouvernements avec l'aide des populations locales avaient été proposés pour la lutte contre la désertification dans la région.

27. Plusieurs délégations ont demandé des précisions sur le phénomène du retour cyclique des périodes de grave sécheresse dans la région soudano-sahélienne tous les 30 ans que semblaient indiquer les sécheresses de 1914-1919, 1939-1945 et 1968-1974, avec des fluctuations mineures de la hauteur des chutes de pluie qui se produisaient encore aujourd'hui. Si ce cycle était prévisible, les délégations se demandaient s'il n'était pas possible d'intensifier au maximum les efforts nationaux et internationaux de lutte contre la désertification jusqu'en 1995, moment où la pluviométrie aurait atteint son niveau le plus élevé comme prévu sur la base du cycle de 30 ans; à ce moment-là il serait possible, grâce à une meilleure planification et à une meilleure gestion du processus de désertification, de maintenir pendant la prochaine grande sécheresse le niveau de développement atteint. Les délégations ont également mentionné la possibilité d'utiliser d'autres éléments tels que le cycle hydrologique des niveaux des fleuves et des lacs sur des décennies comme preuves du cycle de 30 ans.

28. En réponse, le représentant de l'OMM a souligné que le retour cyclique des périodes de sécheresse tous les 30 ans ne pouvait, à l'heure actuelle, être confirmé en raison du peu des données disponibles, ces dernières portant sur moins de 100 ans pour de nombreux pays de la région soudano-sahélienne. Le Programme climatologique mondial que l'OMM mettait au point avec le Conseil international des unions scientifiques (CIUS) visait à étudier de manière générale la question des changements et de la variabilité climatiques. Le représentant de l'UNESCO a répondu que si les sécheresses étaient imprévisibles, elles n'étaient pas inévitables puisqu'elles étaient des composantes des écosystèmes des terres arides et semi-arides; ainsi, une planification avancée et des mesures de prévention prises à temps devaient permettre de réduire leurs effets. Dans la région soudano-sahélienne y compris les pays d'Afrique de l'Est, deux années sur trois les précipitations étaient en-dessous de la moyenne. Le représentant du Programme africain de formation et de gestion en matière d'environnement a indiqué que la répartition statistique des précipitations dans la région sahélienne aride (100 à 600 mm de pluies par an) et dans la région soudanaise semi-aride (600 à 1200 mm de pluies par an) était tout à fait faussée et qu'il était nécessaire de procéder à plusieurs observations pour en déterminer la structure.

29. Un autre participant a appelé l'attention du séminaire sur la nécessité d'éviter des projets fantaisistes et sophistiqués dont la méthodologie n'avait que très peu de rapports avec les problèmes concrets que l'agriculteur local dans un environnement aride devait résoudre quotidiennement pour assurer sa survie. Il a déclaré que ces projets ne survivaient que dans la mesure où ils continuaient à bénéficier d'un financement extérieur et qu'ils s'écroulaient lorsque les gouvernements les prenaient en charge. Le représentant de l'UNESCO a indiqué que dans le Projet intégré sur les terres arides l'équipe de recherche vivait avec la population autochtone, possédait son propre troupeau et de temps en temps utilisait le troupeau des agriculteurs locaux pour ses expériences. D'autre part elle n'hésitait pas à marcher d'un village à l'autre, malgré la distance, et était ainsi à même de faire participer la communauté locale à ses efforts de lutte contre la désertification. Dans le nord du Kenya, la dégradation des terres qui, naguère pâturages, étaient devenues des terres désertiques, avait, selon les autochtones, progressé très vite au cours des 20 à 40 dernières années. L'avenir de la région était en jeu si des mesures préventives n'étaient pas prises dès à présent.

30. Le représentant du BNUS a indiqué qu'on devait rechercher le moyen d'empêcher l'accélération du processus de désertification du fait de la déforestation pour l'approvisionnement en bois de chauffe qui fournissait 80 p. 100 des besoins énergétiques en Afrique. Le représentant de l'UNESCO a suggéré des solutions, notamment:

- a) une répartition égale de la population humaine et du bétail pour réduire la pression sur les terres situées dans les zones arides et semi-arides;
- b) la redistribution des ressources en eau pour la création de nouveaux établissements humains sous contrôle gouvernemental pour lutter contre le surpâturage et la déforestation;
- c) l'instauration de pratiques améliorées de commercialisation du bétail pour promouvoir le déstockage et la réduction de la tension écologique sur la charge potentielle de la terre.

31. S'agissant des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification, le représentant du PNUE a indiqué que certains pays ne saisissaient pas assez la gravité du problème pour lui accorder une haute priorité dans leurs efforts de développement. Il y avait également des contraintes financières et un manque de facteurs technologiques ainsi que de formation de la main-d'oeuvre nécessaire pour la lutte contre la désertification. Un participant a indiqué que le mécanisme financier était en lui-même defectueux étant donné que les gouvernements préféraient les sources de financement bilatéral par l'intermédiaire de la Conférence des Nations Unies sur la désertification plutôt que de contribuer au Fonds spécial des Nations Unies pour la lutte contre la désertification.

32. Le représentant de l'OMM a convenu que pour bien comprendre les aspects climatiques de la lutte contre la sécheresse et la désertification en Afrique, il conviendrait d'agrandir et de renforcer le réseau de station agrométéorologique dans la région soudano-sahélienne, dans les pays de l'Afrique de l'Est ainsi que ceux de la région du désert du Kalahari. Les activités du BNUS dans la lutte contre la désertification en Afrique devraient également être étendues aux trois sous-régions mentionnées ci-dessus comme l'avait demandé la Conférence des ministres de la CEA dans sa résolution 446 (XVII) d'avril 1982.

Groupe II : Expériences réussies en matière de lutte contre la désertification

a) Réussites et possibilités dans la région soudano-sahélienne

33. Le représentant du BNUS a décrit la portée de l'aide que son organisation apportait à 19 pays de la région soudano-sahélienne et des zones adjacentes. La région soudano-sahélienne avait des précipitations faibles et irrégulières et souffrait de sécheresses périodiques. L'aridité de la région était partiellement due à la distance qui la séparait de la mer et à son emplacement au sein ou à proximité des ceintures mondiales des anti-cyclones sub-tropicaux (de 15° de la latitude nord à 30° de latitude sud). Les pays de la région soudano-sahélienne et apparentée étaient probablement aujourd'hui la région au monde la plus gravement touchée par la désertification. On estimait qu'au cours des 50 dernières années 65 millions d'hectares de terres auparavant productives étaient devenues désertiques, processus qui se poursuivait à un rythme inquiétant. Plus de 80 p. 100 des terres de cette région étaient arides ou semi-arides, contre 33 p. 100 pour l'ensemble du monde. Le niveau de vie des 212 millions d'habitants de la région était l'un des plus bas du monde et le taux de croissance économique était extrêmement faible et, dans certains cas, négatif.

34. Dans l'optique du BNUS, les projets devraient être formulés par les populations elles-mêmes qui devraient les considérer comme susceptibles d'améliorer leur niveau de vie et de réduire les contraintes qui pesaient sur l'écosystème dans lequel elles vivaient. Le BNUS aidait à l'exécution de projets intégrés de lutte contre la désertification qui associaient la gestion des pâturages, la collecte des eaux, les activités agricoles ainsi que la protection de l'environnement.

35. Un autre principe du BNUS était d'aider les gouvernements à élaborer des stratégies nationales de lutte contre la désertification. Le programme comportait notamment des projets coordonnés, des politiques et mesures écologiquement valables de protection de l'environnement et l'utilisation de sources d'énergie supplémentaires ou de remplacement pour améliorer leur mode de vie. Le BNUS construisait également des routes de desserte pour rapprocher les zones éloignées des centres de développement et fournir aux populations et aux animaux de la nourriture pendant les périodes de sécheresse.

36. S'agissant des problèmes et réussites du BNUS, l'exécution des projets par les gouvernements constituait un problème important. Quarante p. 100 du volume total d'aide aux projets étaient gérés par le Gouvernement hôte, politique encouragée par le BNUS. Si cette pratique avait entraîné une certaine inefficacité en raison du manque de ressources financières, d'infrastructures, d'expérience et de main-d'oeuvre dans le pays hôte, l'expérience et la formation acquises par le personnel national dans le cadre de l'exécution des projets pouvaient être considérées comme l'un des résultats le plus précieux du programme. Entre-temps le BNUS apportait un appui à la lutte contre la désertification dans la région soudano-sahélienne par l'intermédiaire de son service régional à Ouagadougou, des représentants résidents du PNUD et des institutions spécialisées.

b) Rapport de la FAO sur quelques activités dans les terres arides et semi-arides

37. Dans plusieurs de ses programmes et projets sur le terrain, la FAO s'était préoccupée des problèmes de développement de l'agriculture et des forêts dans les zones arides et semi-arides. Bon nombre des activités de l'Organisation relatives à la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification se divisaient en trois principaux groupes : mise en valeur des terres et des ressources en eau, aménagement des parcours et exploitation forestière. Un groupe de travail inter-départemental sur l'environnement et l'énergie avait assuré la coordination et l'intégration des activités de la FAO en matière de lutte contre la désertification.

38. Au nombre des activités entreprises par la FAO dans le domaine des terres et des ressources en eau on pouvait citer l'établissement d'une carte mondiale à l'échelle de 1/25 000 000 des régions touchées par le processus de désertification et des régions susceptibles de l'être; l'établissement de cartes de dégradation des sols de l'Afrique au nord de l'équateur et du Moyen-Orient indiquant l'état actuel de dégradation des sols et les risques de dégradation; évaluation des ressources en terre par zones agro-écologiques; évaluation des zones désertiques et établissement de cartes de ces zones. La FAO mettait également au point une méthode acceptable sur le plan international pour cette évaluation.

39. Dans le domaine de la gestion des pâturages, l'un des principaux programmes portant sur la question de désertification était le Programme d'aménagement écologique des parcours arides et semi-arides. Le principal objectif de ce programme intégré sur le terrain était de mettre au point un système national d'utilisation, de mise en valeur et d'amélioration des ressources des pâturages arides et semi-arides qui permettrait d'améliorer à long terme le niveau de vie des populations dépendant de cet écosystème fragile. La FAO avait également apporté un *forte* appui à la surveillance de la situation et de l'évolution des pâturages en ce qui concerne l'élevage, l'amélioration des pâturages naturels y compris les cultures fourragères, la faune sauvage, l'aménagement des bassins hydrographiques et la promotion d'autres formes de l'agriculture.

40. La FAO avait toujours accordé une attention particulière aux problèmes d'exploitation forestière dans les terres arides. La plupart des activités récemment entreprises par la FAO dans le domaine de l'exploitation forestière avaient eu une influence considérable et avaient permis d'attirer l'attention sur la crise du bois de chauffe et de l'analyser. Les activités de la FAO à cet égard étaient à présent intégrées dans le nouveau programme d'exploitation forestière pour le développement rural.

41. La FAO était convaincue que, pour réussir, les programmes de lutte contre la désertification devaient être de nature intégrée et interdisciplinaire, être exécutés dans un cadre global de développement rural, bénéficier de la participation maximale des habitants de la zone concernée, inclure des éléments importants de formation à tous les niveaux et être basés sur une très bonne connaissance du système écologique et des facteurs sociaux.

c) Changements climatiques et dégradation de l'environnement
dans le Sahel : perspectives historiques

42. Le représentant du Programme africain de formation et de gestion en matière d'environnement a exprimé sa préoccupation face aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement dans la zone sahélienne africaine. Bien que cette région ait été diversement définie, on a considéré, aux fins des débats, qu'elle représentait une zone approximativement limitée par 100 et 500 mm d'isohyètes, s'étendant de l'océan Atlantique à l'océan Indien.

43. Les 25 dernières années, le Sahel avait été soumis à des fluctuations climatiques prononcées à court et à moyen terme et à une variabilité climatique élevée d'une année à l'autre. Les modes de subsistance devaient être adaptés à cette variabilité et au caractère inévitable de la sécheresse. L'existence de cycles climatiques prévisibles n'était pas suffisamment bien établie pour qu'on tienne compte dans les plans nationaux de développement.

44. Le Sahel pouvait être subdivisé en trois zones phytogéographiques : la zone Sahel-Sahara à végétation éparse au nord, le Sahel proprement dit et les terres de la région soudano-sahélienne à végétation plus abondante situées au sud à la frontière du Sahel. Quelques aspects de l'histoire de la végétation de ces zones ont été ensuite examinés.

45. La recherche de l'incidence des activités humaines sur les écosystèmes sahéliens a abouti à l'examen de plusieurs facteurs de changement : les feux de brousse, le commerce transsaharien, les préférences en matière de sites d'établissement, le commerce de la gomme arabique, le développement de l'agriculture, la prolifération du bétail, la destruction de la faune avec l'introduction d'armes à feu perfectionnées, le développement des réseaux de transport modernes, l'urbanisation et la réinstallation des nomades dans les zones rurales.

46. Une compréhension de l'incidence de l'homme sur les écosystèmes sahéliens, contrairement au rôle apparemment moins important de l'instabilité climatique, permettait de disposer d'une gamme d'options plus grande lors de la conception des programmes de reboisement. Il a été suggéré que les programmes de réaménagement de l'environnement soient entrepris avec la participation directe des populations humaines tragiquement touchées par la dégradation de l'environnement; une meilleure compréhension des systèmes d'environnement et l'exploitation de leur dynamique devraient permettre d'accroître l'incidence du projet.

47. Débats

Plusieurs points importants ont été soulignés au cours des débats sur les trois documents. Un observateur de l'Agence pour le développement international des Etats-Unis voulait savoir les mesures qui avaient été prises par le BNUS pour assurer le suivi des cycles climatiques, en particulier maintenant que les conditions de sécheresse persistaient. En réponse, le BNUS a déclaré que son mandat était d'exécuter les programmes de lutte contre la désertification et que la FAO avait jusqu'à présent assuré les activités de suivi concernant le climat et la production alimentaire. Toutefois, il a été estimé qu'il pourrait être demandé à l'OMM d'entreprendre à l'avenir des programmes de suivi des conditions climatiques dans le cadre de la lutte contre la désertification.

48. Un deuxième point soulevé par l'observateur des Pays-Bas concernait les effets nuisibles de certaines activités de développement. Par exemple les routes de desserte construites par son Gouvernement dans le sud du Soudan a ouvert de nouvelles zones à une exploitation excessive des forêts par la population à la recherche du bois de chauffe. De même, les résidus des récoltes (coque d'arachides, chaume de maïs) et la bouse de vache se trouvant à proximité des points d'eau étaient utilisés comme combustibles dans les zones dont les ressources forestières étaient épuisées. Ces pratiques perturbaient le cycle biologique en empêchant les matières organiques de retourner à la terre, ce qui accélérail la dégradation des sols. Il a été demandé au BNUS quelles mesures préventives étaient prises pour aider les zones sinistrées ne disposant pas de services et de voies de desserte à assurer leur approvisionnement en services pendant les périodes d'urgence. Au Soudan, des dégâts importants avaient été causés aux routes et zones nouvellement aménagées autour des points d'eau dans le cadre de la lutte contre la désertification. Il ne suffisait donc pas de fournir les services nécessaires, encore fallait-il entreprendre des activités de suivi en vue d'assurer une meilleure exploitation des routes et des points d'eau dans les zones fragiles. Actuellement des plans nationaux de développement étaient en cours d'élaboration et ils nécessitaient, de la part des gouvernements, des mesures de conservation strictes en vue d'empêcher la surexploitation des ressources des terres arides.

49. Les activités du BNUS relatives à l'utilisation de fourneaux améliorés économisant le combustible dans les zones touchées par la sécheresse en vue d'une utilisation rationnelle des ressources en bois de chauffe ont également retenu l'attention des participants. Ils ont fait remarquer que les modes actuels de consommation des combustibles au Soudan représentaient un gaspillage considérable d'énergie : par exemple, 80 p. 100 de l'énergie du bois de chauffe étaient perdus en raison de l'inefficacité des foyers. Il était très nécessaire que les autres régions puissent disposer de fourneaux dépensant peu de combustible mais ces appareils avaient souvent été mal utilisés et il conviendrait donc de les introduire avec prudence.

50. En réponse à la question concernant la baisse continue de la production agricole dans les zones semi-arides, le représentant de la FAO a déclaré que cette situation pourrait être attribuée à la forte réduction du nombre de cultures ainsi qu'à l'abandon des cultures traditionnelles au profit des cultures d'exportation, situation aggravée par le manque de ressources pour l'achat d'engrais. Le représentant du Programme africain de formation et de gestion en matière d'environnement a indiqué que l'environnement s'était dégradé dans la région du Sahel parce qu'on y avait remplacé les formes traditionnelles d'agriculture par des cultures sur de grandes étendues. Il était très difficile d'empêcher la dégradation des sols et il était temps d'encourager l'agro-sylviculture dans ces régions. Le représentant du Soudan a également souligné la nécessité d'empêcher l'abattage des arbres le long des fleuves et de modifier les systèmes d'occupation des terres pour permettre la coupe en rotation des arbres sur les terres arides en vue d'assurer la régénération grâce au traitement en taillis (par exemple l'eucalyptus et l'acacia du Sénégal pour la gomme arabique).

51. Un cinquième point portait sur la mesure dans laquelle la FAO faisait participer les universités africaines des divers pays aux activités d'établissement de cartes et de suivi du processus de désertification ainsi qu'à l'essai des méthodes de lutte contre la désertification. Le Soudan par exemple avait énormément besoin des stations de contrôle dans les zones touchées par la sécheresse. Il a été indiqué que la FAO et l'UNESCO tenaient des consultations avec les gouvernements en vue d'associer les universités nationales concernées à l'évaluation de la désertification et à la lutte contre ce fléau. Il était nécessaire d'associer les universités à ces projets étant donné qu'elles formaient les spécialistes et les techniciens employés par les gouvernements.

52. Le représentant de l'UNESCO/projet intégré sur les terres arides a soulevé un sixième point sur les formes traditionnelles de culture non irriguée dans les zones dont les précipitations étaient inférieures à 300 mm par an. Les terres de ces zones souffriraient presque inévitablement de la dégradation se traduisant par une baisse de la production. Il était indispensable que, dans le cadre des efforts de lutte contre la désertification, tout soit mis en oeuvre pour empêcher la pratique de l'agriculture dans les zones arides et n'y autoriser toute forme d'élevage que sous des conditions de contrôle strictes.

53. Pour terminer, le représentant de la CEA a indiqué que très souvent l'aridité et la sécheresse entraînaient un cycle d'événements néfastes notamment la baisse du rendement des terres, de mauvais procédés cultureux, le déboisement accru des terres pour satisfaire les besoins de base ce qui, à son tour, aboutissait à l'exposition de vastes étendues de terre au soleil et à l'érosion éolienne. Ces mesures entraînaient une disparition de la couche superficielle du sol et la destruction des semences des herbes et des arbustes, empêchant ainsi la régénération de toute forme de végétation. C'est pourquoi il conviendrait d'élaborer des plans rationnels de développement et d'entretien des zones sujettes de manière persistante à la sécheresse.

Groupe III : Leçons tirées des études de cas sur la lutte contre la désertification

a) Mission commune CEA/UNESCO/PNUe dans la région du Kalahari du 9 juin au 3 juillet 1982

54. Un représentant du secrétariat de la CEA a dit que l'enquête avait pratiquement pour objectif d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur les problèmes de sécheresse et de désertification dans la région du désert de Kalahari et qu'elle se situait dans le cadre des activités visant à la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification.

55. Si la région du désert du Kalahari n'avait pas retenu l'attention de la communauté internationale, c'était notamment en raison de la situation politique qui appelait plutôt l'attention sur les luttes de libération nationale; par ailleurs, en raison de l'étendue du Sahara, (23 pays y compris les Etats arabes du Golfe), la plupart des activités de lutte contre la désertification avaient été centrées sur cette région.

56. Les conditions difficiles prévalant dans la région du désert du Kalahari ajoutées aux problèmes politiques avaient empêché toute action systématique dans le domaine du développement. La CEA avait par conséquent recherché un appui financier de l'Office central suédois pour l'aide au développement international ainsi que des services d'experts du PNUE et de l'UNESCO. Elle avait organisé une mission dans la région pour y rassembler des informations pouvant servir de base à la coopération internationale dans le cadre des efforts déployés pour réduire les effets de la sécheresse et de la désertification dans la région du désert du Kalahari.

57. Le désert du Kalahari se situe derrière les courants froids de Benguela qui balaient les côtes de Namibie et d'Angola. Il s'étend à l'Est jusqu'aux pieds de l'escarpement du Mozambique qui descend vers l'océan Indien. L'escarpement de la côte Est jouit d'un climat plus humide à cause des courants chauds du Mozambique et le pays dans son ensemble reçoit plus de 800 mm de pluie.

58. Les pays suivants étaient directement touchés par le désert du Kalahari : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique (partie Ouest), République-Unie de Tanzanie, Swaziland, Zaïre, Zambie et Zimbabwe. La mission s'était rendue au Botswana, au Lesotho, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe. Les représentants de ces pays ont présenté des observations d'ordre général sur le rapport de la mission, ce qui a amené le représentant de la CEA à appeler l'attention des participants sur la résolution 446 (XVII) de la Conférence des ministres dans laquelle la CEA était priée d'aider les gouvernements africains à mettre en place un comité régional intergouvernemental de lutte contre la désertification en Afrique qui agirait comme un groupe consultatif de la Commission dans la programmation des activités de lutte contre la désertification. Dans la même résolution, la Conférence des ministres a demandé de créer un organe de l'ONU ayant le même mandat que le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, organe qui serait responsable des activités de lutte contre la désertification dans la région du désert du Kalahari.

b) Traditions de lutte contre la désertification dans une communauté de peuplement : le cas du village Sheikh El Sidiq dans la province du Nil blanc du Soudan

59. Le représentant de l'Institut des études de l'environnement de l'Université de Khartoum a présenté une étude de cas portant sur un village soudanais qui avait traditionnellement respecté l'acacia tortilis (l'arbre Samr) et qui avait pu, de ce fait, maintenir une couverture d'arbres dense dans une région semi-désertique normalement dérudée. Les ressources physiques de la région étaient dérisoires avec des sols sablonneux et des précipitations très peu abondantes d'environ 208 mm par an de juillet à septembre. L'eau utilisée dans les foyers venait généralement de puits peu profonds, à savoir de 18 à 24 mètres de profondeur.

60. La végétation de la région était constituée principalement de quatre espèces d'acacias, l'acacia tortilis étant la plus courante qui poussaient sur une terre couverte d'herbes éphémères. La densité de l'acacia tortilis dans le village était assez élevée avec une couverture moyenne estimée à 25 - 30 p. 100 de la superficie totale du village et de ses environs densité atteignant 80 p. 100 dans certaines zones.

61. La principale tribu dans la région de Sheikh El Sidiq était celle des Huseinat, qui, avec les Kaxahla et les Hassaniya, occupaient la région du Nil blanc, du sud de Ed Dueim au nord de Khor Abu Heleifi. Les tribus étaient à demi sédentarisées, se déplaçant vers la partie occidentale du Soudan avec leurs animaux pendant la saison des pluies. Le village de Sheikh El Sidiq était un campement qui s'était transformé en village au début des années 1900 lorsque Sheikh Sidiq, un chef religieux, s'y était installé avec sa famille. Actuellement il y avait environ 2 600 personnes vivant dans le village sur une population totale de 26 000 habitants pour l'ensemble de la région.

62. L'économie de la région était fondée sur l'élevage (caprins, ovins et bovins) et l'agriculture. Les villageois cultivaient le sorgho, le petit mil et des légumes dans plusieurs zones écologiques séparées les unes des autres. Par exemple, quelques cultures étaient pratiquées tout juste en dehors du village dans les plaines marécageuses du Nil blanc tandis que d'autres villageois se rendaient dans la région sablonneuse de Qoz (à l'ouest du village dans la province de Kordofan) pour cultiver le petit mil. Les éleveurs menaient également leurs troupeaux paître dans plusieurs zones qui s'étendaient de la forêt d'acacias tortillis près du village vers la région de Qoz dans la province de Kordofan.

63. Les principales sources de combustibles domestiques dans le village de Sheikh El Sidiq étaient le bois et le charbon de même que, de temps en temps, de la bouse. Le bois était également utilisé pour la construction. Mais, à cause des traditions et de la mise en vigueur de ces dernières par un tribunal, très peu de bois était coupé et utilisé dans la région. Seuls les branches mortes ou les arbres tombés étaient utilisés et la plupart des villageois importaient du bois de chauffe de la province de Kordofan située au nord.

c) Conservation des sols et administration de l'utilisation des terres dans la région de Kordofan

64. Le représentant du Soudan a déclaré que le problème de la dégradation des sols et de la lutte contre la désertification dans la région de Kordofan était devenu très grave et qu'il fallait lui accorder une attention immédiate. Il ressortait des études sur la conservation des sols dans cette région que les sols se perdaient au rythme d'environ 50 à 200 tonnes à l'hectare par an à cause de la culture des terres marginales, de l'abattage des arbres pour l'approvisionnement en combustibles et du surpâturage. Les précipitations variaient énormément dans la région et se situaient entre moins de 100 à 400 mm par an dans la région de l'Umbadir et de l'Elobeid. En 1973, la production agricole n'était que le cinquième du rendement moyen de 1961.

65. L'absence de planification des points d'eau et des hafirs avait entraîné de très graves problèmes socio-économiques. Il était nécessaire d'entreprendre une étude socio-économique globale de la région de manière à assurer sur une base scientifique la répartition des points d'eau, la gestion de l'utilisation des terres et des mesures de conservation des sols. Cela permettrait, du moins l'espérait-on, de mettre au point des politiques et programmes constructifs qui assureraient la satisfaction des besoins en matière de gestion de l'agriculture et des pâturages et l'amélioration du niveau de vie des populations de la région. Une aide locale et internationale était nécessaire, ne serait-ce que pour les études de faisabilité et l'élaboration des programmes. Il fallait du temps pour que les sols retrouvent leur capacité naturelle.

Débats

66. Le représentant du Zimbabwe, commentant le document du secrétariat de la CEA, a déclaré que ce n'était pas seulement le surpâturage qui entraînait la désertification dans la région du Kalahari mais aussi la surpopulation et l'absence d'une bonne gestion des terres. Il a estimé que la réduction du cheptel dans la région n'était pas la seule réponse et qu'en pourrait obtenir de bons résultats grâce à une meilleure gestion des terres. Le représentant du Botswana n'était pas d'accord avec les raisons données par le secrétariat de la CEA pour expliquer le fait que l'on n'ait accordé aucune attention au désert du Kalahari au cours de ces dernières années et a promis de revenir plus longuement sur la question dans le rapport de son pays. Toutefois, il a remercié l'organisme suédois de développement international et les organismes des Nations Unies qui avaient parrainé la mission dans la région du désert du Kalahari.
67. Le représentant du BNUS a déclaré qu'il y avait dans le Sahel occidental un mécanisme intergouvernemental (CILSS) chargé de coordonner des projets comme ceux du RNUS. Il a demandé à la CEA s'il existait un organisme intergouvernemental analogue au CILSS en Afrique de l'Est. Le représentant de la CEA a répondu que le Comité régional Intergouvernemental de lutte contre la désertification pourrait, lorsqu'il serait créé, assumer cette fonction. Toutefois, le représentant du Zimbabwe a noté qu'un groupe intergouvernemental récemment créé, à savoir la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) organisait en ce moment une réunion sur les problèmes de l'environnement. Les membres de ce groupe étaient l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.
68. A propos de l'étude de cas sur Sheikh El Sidiq, le représentant du Nigéria a demandé des renseignements sur les efforts déployés pour planter des arbres et trouver d'autres sources énergétiques en remplacement de l'abattage des arbres. Le représentant de l'Institut des études de l'environnement a répondu qu'il n'y avait pas de problème de désertification dans le village et qu'aucun projet n'avait encore été étudié pour trouver des énergies de substitution. Toutefois, les pressions exercées par la population causeraient à l'avenir des problèmes de désertification qui pouvaient être évités grâce à la spécialisation dans le domaine de l'élevage.
69. Bien que les villageois de Sheikh El Sidiq aient, grâce à des décennies de tradition, conservé des forêts d'acacia, la couverture d'herbe annuelle était détruite par le surpâturage. De même, dans un avenir proche, la demande de bois de chauffe et de terre agricoles risquait d'amorcer la disparition des forêts. Il a également été noté que la population du village contribuait au processus de désertification sur les terres de Qoz dans la région de Kordofan et sur la rive orientale du Nil à cause de l'abattage des arbres pour l'approvisionnement en bois de chauffe. Pour empêcher le système de conservation actuellement mis en place par les villageois de s'effondrer à l'avenir, la population devait être encouragée à lancer un programme de reboisement des zones détruites ainsi qu'à adopter des méthodes améliorées d'élevage pour l'approvisionnement en lait et en viande dans les limites de la charge potentielle des terres.

70. L'observateur de la Forestry Research Institute du Soudan a suggéré que la recherche devrait être orientée essentiellement vers l'identification des espèces d'arbres adaptées au désert qui pouvaient supporter une coupe régulière grâce à leur capacité de produire des taillis. Il a également suggéré l'introduction d'espèces comme le prosopis juliflora qui avait besoin de très peu d'humidité, supportait un pâturage intensif par les chèvres ainsi que la coupe pour le bois de chauffe et pouvait fournir de l'ombre aux villageois et à leur bétail. Le représentant du Conseil soudanais des églises a déclaré que la conservation des forêts autour des villages devrait être étendue à d'autres communautés. Ces projets devraient être administrés et exécutés localement dans le cadre de la législation et grâce aux facteurs fournis par le Gouvernement (capitaux, matériels, semences), ainsi qu'avec l'appui de donateurs non gouvernementaux.

71. En réponse à une question posée par le représentant du BNUS sur l'utilité et la valeur monétaire potentielle de la plante Jojoba dans les zones désertiques d'Amérique, le représentant du Nigéria a indiqué qu'il avait participé en février 1982 au Soudan à un séminaire sur la valeur marchande et l'utilité des arbustes de Jojoba dans la lutte contre la désertification en Afrique. Il attendait encore les semences pour commencer les essais de plantation sur les terres arides du Nigéria. Il a été indiqué que des essais de plantation sur des terres meubles recevant au moins 250 mm de pluie avaient déjà commencé dans des pépinières au Soudan avec des semences envoyées des Etats Unis.

72. Il a été noté que dans les stations sylvicoles expérimentales on construisait des enclos autour des pépinières pour protéger les jeunes pousses contre les animaux, sinon le taux de survie serait inférieur à 30 p. 100. Toutefois, l'observateur de la Gum Arabic Company du Soudan a indiqué qu'il était important d'utiliser les espèces indigènes pour lutter contre la désertification comme cela était suggéré dans le Plan d'action de Lagos.

2. Débats sur l'excursion, les rapports des pays et les études de cas
(point 5 de l'ordre du jour)

a) Excursion au village de El Sheikh El Sidiq

73. En ouvrant le débat sur l'excursion au village El Sheikh El Sidiq et dans la région environnante de la province du Nil blanc du Soudan, le représentant de l'UNESCO a exprimé à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université de Khartoum et à l'USAID/ETMA la reconnaissance du groupe d'avoir organisé le lundi 25 octobre 1982 cette excursion d'une journée. Il a soumis aux débats les observations suivantes faites pendant l'excursion :

a) L'absence de végétation et la dégradation des sols dans la région du Nil, jusqu'à 30 km au sud de Khartoum. On a signalé que la savane boisée qui existait aux alentours de Khartoum, avait disparu, utilisée essentiellement comme bois de chauffe et matériaux de construction et qu'elle n'existait même plus au-delà du périmètre de 30 km. Cette dégradation a exposé le sol sablonneux à l'érosion éolienne et marine, ce qui a causé la désertification en empêchant la régénération des plantes.

b) Aux alentours du village de Sheikh El Sidiq, l'acacia tortilis a survécu grâce aux méthodes traditionnelles de conservation utilisées par les villageois. Dans les bois-parcs il n'y avait plus ni jeunes arbres, ni herbage en raison du pâturage intensif. Cependant, là où les villageois avaient construit des barrières de protection constituées de broussailles et d'épines, notamment le long des rives du Nil, il existait une couverture herbeuse, avec par endroits des touffes d'herbes vivaces. Il y avait également plusieurs autres espèces d'acacia (par exemple A. albida) à l'ombre desquels se tenaient les réunions du centre communautaire du village;

c) Les parcelles expérimentales clôturées dans les bois d'acacia tortilis protègent les jeunes arbres des chèvres. Après quelques années on aurait dans le bois aborigène une distribution normale d'arbres de divers âges et tailles et une couverture herbeuse. On a souligné que les espèces d'acacia aborigènes poussaient lentement même lorsqu'ils étaient protégés et que le broutement des chèvres en ralentissait leur croissance. Par conséquent des parcelles clôturées ont été plantées à titre expérimental, avec des essences exotiques à croissance rapide telles que le Prosopis chilensis, le P. juliflora en provenance d'Inde, des Etats-Unis et d'Amerique du Sud. Ces arbres qui poussent dans les déserts ont eu une croissance encourageante de trois à quatre mètres en deux à trois ans particulièrement au bord des oueds asséchés ou des canaux d'écoulement dans les sols sablonneux. S'ils ne sont pas protégés, les jeunes arbres exotiques sont complètement détruits par les chèvres tandis que l'acacia tortilis aborigène ne restait rabourgi que lorsqu'on n'était pas arrivé à le protéger contre les chèvres avant qu'il ait atteint un mètre;

d) La situation socio-économique des habitants du village a ensuite été examinée. On a souligné que les villageois étaient résolument déterminés à conserver les bois existants par un recours aux méthodes traditionnelles et avec l'appui juridique d'anciens et du gouvernement, mais qu'il demeurerait néanmoins certaines contraintes au développement de la région. Les problèmes qui entravaient leurs efforts dans la lutte contre la désertification aux alentours du village étaient :

- i) le manque de terrains irrigués arables au bord du Nil, à la suite de la construction du barrage Gebel Aulia en 1932;
- ii) vols opérés dans leurs bois protégés par des villageois qui viennent de l'autre rive du Nil;
- iii) manque de ressources financières et insuffisance de l'aide apportée par le Gouvernement.

74. En conclusion, les débats auxquels a donné lieu la mission sur le terrain ont permis de formuler les recommandations suivantes :

a) Les villageois avaient beaucoup fait pour conserver la végétation naturelle grâce à des méthodes traditionnelles et il faudrait donc leur fournir une assistance financière en vue de développer leur économie en leur permettant de se livrer à la pêche sur le Nil et procéder à l'irrigation de zones convenablement clôturées;

b) Les jeunes hommes valides du village pourraient être plus productifs si on leur assurait une formation dans les domaines de la pêche et de la culture des zones irriguées;

c) La recherche sur l'introduction d'espèces exotiques à croissance rapide susceptibles d'être utilisées comme bois de chauffe et de satisfaire d'autres besoins de la population locale devait être encouragée;

d) Il ne servait à rien d'utiliser des broussailles d'épines d'acacia pour empêcher le pâturage du bétail et le broutement des chèvres. D'autres moyens de protection tels que les nattes de bambous, les plantes de sisal et d'autres matériaux devraient être étudiés;

e) La protection des zones clôturées dans le bois d'acacia survivant permettrait d'assurer une couche germinative aux arbres, herbes et espèces herbacées aborigènes qui pourraient être utilisées pour la régénération du sol désertique dénudé.

b) Résumé des rapports par pays

i) Le Soudan : Projet commun de reboisement dans la province du Nil:

75. Ce projet était conjointement exécuté par le Gouvernement soudanais et le Conseil soudanais des églises en vue d'établir des rideaux protecteurs et des unités de production forestière dans les zones irriguées. Le projet a également permis de voir le rôle des forêts en tant que freins à l'avance du désert dans la mesure où elles constituent un rideau contre le vent et le soleil, empêchent les dunes de sable d'envahir les terres agricoles et les canaux d'irrigation, fournissent du fourrage pour le bétail, du bois de chauffe, des matériaux de construction et du charbon ainsi que de l'ombre pour les hommes, le bétail et la faune et assurent un emploi aux ouvriers dans les petites exploitations forestières. Une évaluation du projet commun effectuée après cinq ans (1977-1982) a confirmé le rôle utile des rideaux de protection pour les projets d'irrigation agricole dans les zones arides.

ii) Botswana - Application d'un plan d'action en vue de lutter contre la désertification

76. Le problème de la désertification était dû essentiellement au surpâturage et à l'élevage intensif de bétail autour des points d'eau dans un pays où les gens sont traditionnellement des pasteurs. Les activités suivantes étaient entreprises par le Gouvernement dans le cadre de l'application du Plan d'action :

a) Dans le cadre de la politique relative aux pacages tribaux, des méthodes de gestion de l'utilisation des sols ne portant pas atteinte à l'environnement, équitables sur le plan social et rentables ont été introduites;

b) De petits barrages pour abruver des troupeaux comprenant jusqu'à 400 têtes de bétail ont été construits en vue d'une utilisation commune et la plupart des villages possèdent maintenant l'eau courante;

c) Un service de l'irrigation avait été créé au sein du Ministère de l'agriculture et la recherche sur la culture sèche et la fixation des dunes de sable a été intensifiée;

d) L'extension des centres de santé rurales et des stations météorologiques en vue de surveiller le climat, les modifications de la végétation et la situation sur les zones de parcours était en cours;

e) Un groupe interministériel sur la sécheresse chargé de mettre au point des mesures pour lutter contre la sécheresse un centre opérationnel sur les technologies concernant l'énergie renouvelable, un comité technique des ressources naturelles chargé de surveiller l'utilisation des ressources naturelles ainsi qu'un cours de formation à l'Université du Botswana, dans la domaine des sciences de l'environnement, allaient bientôt voir le jour.

iii) Zimbabwe - Application d'un plan d'action en vue de lutter contre la désertification

77. Une superficie représentant environ 42 p. 100 du pays et où vivent 80 p. 100 de la population, a été désignée comme terres domaniales (précédemment tribal trust), mais elle connaît une dégradation de l'environnement (épuisement des forêts et érosion des sols) due au surpeuplement et à l'absence de méthode de gestion des terres de pâture. Cette situation a été aggravée par l'enlèvement généralisé de la couverture d'arbres au cours de la guerre civile. Lorsque le pays a obtenu l'indépendance, il a donc instauré les mesures correctrices suivantes:

a) Désignation du premier samedi de décembre comme Journée nationale de l'arbre;

b) Etablissement d'un programme de vulgarisation destiné à sensibiliser la population rurale aux problèmes de l'environnement par l'utilisation de groupes de formation mobiles;

c) Lancement par la Commission des forêts d'un programme de reboisement rural en vue de la création de trois pépinières clôturées par un rideau de sisal pour l'établissement final d'exploitations comprenant des essences exotiques à croissance rapide qui fourniraient le bois de chauffe à la population locale;

d) Mise au point de fourneaux locaux économiques utilisant le bois de chauffe et le charbon qui absorbent 80 p. 100 de l'énergie actuelle utilisée et développement de sources d'énergie de remplacement comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne et le biogaz;

e) Stabilisation des terrils de minerais grâce à une flore spécifique susceptible d'empêcher l'envasement des fleuves par le recours aux mêmes techniques que pour la fixation des dunes de sable même si celles-ci n'existent pas au Zimbabwe.

iv) Nigéria - Projets de reboisement de la zone aride

78. Les problèmes que pose la désertification dans les terres arides au Nigéria situé au-delà du 12° de latitude nord ont été imputés au surpâturage aux feux de brousse, à la culture itinérante et au déboisement. Le Gouvernement fédéral a en 1978 créé un comité national sur le reboisement de la zone aride chargé d'élaborer des politiques, d'établir un programme d'action et de coordonner les activités de reboisement pour la reconstitution de la région du Nord. En cinq ans, le Comité, avec la coopération des divisions forestières dans les cinq Etats concernés (Bornu, Sokoto, Kano, Kaduna, Bauchi), a créé près de 100 pépinières produisant environ 16 millions de jeunes plants par an, 24 trous de sonde dans les pépinières nécessitant un approvisionnement en eau ainsi que

10 pépinières pour arbres fruitiers dans le but d'encourager la création de vergers. Les plants, les poteaux et le fil barbelé nécessaires pour la clôture des lopins ont été fournis gratuitement à la collectivité locale. Un service de vulgarisation ayant pour objet de sensibiliser la population locale à l'utilité de la conservation forestière a été équipé de camions-cinéma qui distribuent aux populations vivant dans la zone aride des brochures, des affiches, des prospectus et des carnets en anglais et en quatre autres langues du Nigéria. A l'avenir, l'accent sera mis dans le programme sur la législation visant à assurer la protection de l'environnement, la mise en valeur d'autres sources d'énergie pour remplacer le bois de chauffe et l'intensification de la recherche sur les problèmes posés par les terres arides.

v) Sénégal : Application d'un plan d'action visant à lutter contre la désertification

79. Au Sénégal, la désertification a été essentiellement causée par :

- a) La surexploitation de la végétation par l'homme et le bétail ayant débouché sur la disparition des bois dans un périmètre de 200 km autour de Dakar;
- b) La culture sèche sur un sol fragile affaibli par des périodes de sécheresse grave et prolongée. On a souligné que le Gouvernement sénégalais était déjà conscient de la "saharisation de la région du Sahel" dès 1972 et avait élaboré un plan d'action pour lutter contre la désertification jusqu'en l'an 2020 qui tenait également compte des effets de l'ensemble des projets de développement sur l'écologie. Le plan à long terme prévoyait la construction de 15 barrages pour l'irrigation d'un million d'hectares de terres sèches, deux récoltes par an et le reboisement de 30 p. 100 environ de la superficie du pays. Le gouvernement exécutait des projets portant sur le développement de la sylviculture, la culture irriguée, l'élevage et la production de bétail, la recherche sur énergie solaire et l'hydraulique en vue de développer les ressources en eau dans les zones sujettes à la sécheresse, en coopération avec l'Institut sénégalais de recherches agronomiques et les services du Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'environnement.

vi) République-Unie de Tanzanie : Application d'un plan d'action en vue de lutter contre la désertification

80. On a souligné que les principales causes de la désertification dans le pays étaient : a) le ramassage de bois de chauffe pour les besoins domestiques et le séchage des feuilles de tabac; b) la production de charbon de bois; c) le surpâturage et le surpeuplement; et d) culture en permanence des zones arides associée des périodes de jachères inappropriées. Le problème du reboisement était très grave dans la mesure où les gens s'étaient mis à ramasser du bois de chauffe jusqu'à 34 km des centres urbains et que la consommation annuelle de bois de chauffe et de charbon avait atteint 30 m³ alors que la végétation naturelle ne pouvait, dans le cadre d'une bonne gestion des ressources forestières, fournir que 19 m³ par an. Par conséquent, le déficit énergétique ne pouvait être comblé que par le reboisement des bois et le recours à d'autres sources d'énergie (solaire, éolienne et biogaz). En 1978, avait été créé un ministère de l'élevage qui avait pris certaines mesures visant à arrêter et à inverser la dégradation de sols due au défrichage effectué pour éliminer la mouche tsé-tsé dans les zones de pâturage du bétail. C'est ainsi qu'on avait planté du sisal et des arbres sur les flancs des collines, des bégonias sur les sols

dégradés et des légumineuses appropriées dans les vallées. On a également eu recours au feu dans la gestion des zones de parcours au dépeuplement systématique ainsi qu'à la gestion rationnelle des terres et de l'eau. Les projets à long terme lancés par le Gouvernement comprennent:

a) le projet d'aménagement du bassin du Rufiji qui s'étend actuellement sur 150 000 hectares sur les 622 400 prévus et sera utilisé pour la culture irriguée; et

b) des projets régionaux de planification physique pour lesquels le pays a été divisé en cinq régions écologiques avec une gestion intégrée des sols grâce aux écosystèmes formés par les bassins hydrographiques, les forêts, les zones de parcours et qui nécessitent le développement de l'agriculture, des ressources forestières, de l'élevage, la planification des établissements humains et l'augmentation des offres d'emploi en milieu rural.

vii) Ethiopie : Application d'un plan d'action en vue de lutter contre la désertification

81. La désertification a touché les basses terres (situées à environ 1 000 mètres d'altitude) dans la partie nord-est du pays où le climat est aride et le sol gravement érodé par le vent et les inondations soudaines. Sur les hautes terres situées entre 1 000 et 2 000 mètres d'altitude le climat est semi-aride par endroits mais plus doux. Les causes de la désertification dans le pays ont été essentiellement le surpâturage, le déboisement, le surpeuplement et l'absence d'un système de gestion adéquat des zones de parcours. A l'époque où le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne effectuait en 1978 une mission en Ethiopie pour aider ce pays à élaborer au niveau national une politique et un plan d'action visant à lutter contre la désertification, la coordination de toutes les questions portant sur l'environnement, y compris la désertification et la sécheresse était assurée par le Service de planification physique du Bureau du Conseil suprême de planification centrale. Les politiques nationales élaborées en vue de la gestion de l'environnement ont débouché sur les mesures indiquées ci-après et prises en vue de lutter contre la désertification :

a) établissement de lois et de règles sur l'environnement visant à contrôler le pâturage des 70 millions de têtes de bétail par la création de pâturages clôturés et par l'amélioration des méthodes de gestion des zones de parcours;

b) reconstitution des flancs de côtes dénudés par le reboisement des pentes abruptes ayant une inclinaison de plus de 80°, des zones de parcours sur les pentes ayant une inclinaison de 40 à 80° et l'établissement de terrasses pour l'agriculture sur les pentes de moins de 40°; et c) établissement d'un programme d'éducation sur l'environnement portant sur la lutte contre la désertification et destiné de sensibiliser le public à ce problème.

viii) Angola : Application d'un plan d'action en vue de lutter contre la désertification

82. En Angola, il n'y a pas eu de ressources pour l'exécution du programme de lutte contre la désertification, notamment la main-d'oeuvre qualifiée dans les techniques de la foresterie a fait défaut. L'Association angolaise pour l'environnement a tenu sa première réunion en 1982 à Luanda en vue d'examiner la mise en place des infrastructures nécessaires pour un programme de lutte contre la désertification dans le pays. Les participants à cette réunion avaient également recommandé de mobiliser les masses pour l'exécution de projets nationaux, comme par exemple le reboisement de sites appropriés tels que les espaces verts près des villes, l'organisation annuelle d'une journée

de l'arbre dans chaque province et la création de centres d'information et de diffusion pour assurer la vulgarisation des méthodes de lutte contre la désertification. L'Angola avait besoin que les organisations internationales et les pays donateurs lui fournissent une assistance technique considérable étant donné que son indépendance récente ne lui a pas permis de disposer de structures de perfectionnement et de formation de la main-d'oeuvre. Une aide urgente était également nécessaire en vue d'un projet d'inventaire sur les forêts et un autre sur la conservation des forêts qui subsistent.

ix) Bénin : Application d'un plan d'action pour lutter contre la désertification

83. Au Bénin le climat subéquatorial du sud passe à un climat de type soudanien dans les provinces du nord. Sur le plan de la végétation on passe des forêts humides à feuilles semi-caduques de la zone côtière à la savane boisée au centre et à la savane d'arbustes au nord. Entre 1950 et 1975, la savane boisée qui s'étendait sur 56 000 ha ne couvrait plus que 23 000 ha du fait d'une utilisation intensive du bois de chauffe et de l'augmentation des surfaces cultivées. Cette tendance a amené une désertification due à l'érosion des sols. Parmi les mesures récemment prises en vue de lutter contre la désertification figurent le reboisement avec culture en forêts, la régénération des sols par des légumineuses et des eucalyptus et l'utilisation de fourneaux économiques pour conserver l'énergie. Récemment des intellectuels ont constitué une commission pour la protection de l'environnement en vue de promouvoir une législation sur les forêts et protéger les réserves contre les coupes et la chasse illégales. De même, des groupes de volontaires (scouts, camps de jeunes) administrent un programme visant à sensibiliser le public aux problèmes de l'environnement et aux méfaits de déboisement.

x) Guinée-Bissau : Application d'un plan d'action en vue de lutter contre la désertification

84. Dans le pays, il y a des forêts semi-humides dans la région côtière du sud et des bois secs au nord. On ne peut pas dire que le pays est touché par la désertification, mais il y a eu une dégradation évidente du fragile écosystème due aux feux du brousses annuels, au surpâturage du bétail, au déboisement effectué pour obtenir du bois de chauffe et pratiquer l'agriculture et même au salinage de sol de mangrove utilisé pour la culture dans le sud. Les forêts et les bois couvrent encore 74 p. 100 du pays, mais les programmes de reboisement pour la création d'espaces verts dans les villages avaient pour objet d'atténuer la pression démographique sur la végétation des forêts et des méthodes d'agrisylviculture ont été expérimentées dans les zones d'élevage en vue d'une amélioration de la gestion des sols. Les services nationaux des forêts ne disposaient ni des moyens ni de la main-d'oeuvre qualifiée nécessaires pour poursuivre l'exécution des programmes actuellement effectués par des organisations internationales, ce qui a amené à mettre l'accent sur la formation à la protection de l'environnement.

xi) Malawi : Application d'un plan d'action en vue de lutter contre la désertification

85. Le Malawi est un pays sans littoral comprenant des lacs et des plaines intérieures le long de la Vallée Faillée, une région escarpée et un haut plateau. Le climat du pays est de type tropical avec des précipitations annuelles de 500 mm dans les régions de la Vallée Faillée (c'est-à-dire les régions semi-arides) passant à plus de 1 750 mm dans les régions escarpées humides. Le Malawi n'a donc pas été gravement touché par la désertification même s'il y a eu une sécheresse cyclique au cours des trois dernières années dans la plupart des pays de l'Afrique australe. Sur les flancs des collines la dégradation des sols était fréquente du fait du surpeuplement, du surpâturage et du déboisement pour l'obtention du bois de chauffe et la culture sur des terres de faible rendement. Les mesures prises par le gouvernement en vue d'améliorer cette situation ont été essentiellement axées sur l'exécution i) d'un programme national de développement rural visant à augmenter le rendement par lopin de terre et à encourager le reboisement des flancs de collines dénudées; ii) d'un projet sur l'énergie fournie par le bois en vue de créer des espaces verts dans les villages; iii) d'un programme de plantage d'arbres comportant notamment la création de pépinières constituées par des arbres autochtones et des arbres exotiques à croissance rapide; iv) d'un programme de vulgarisation visant à sensibiliser le public aux questions d'environnement; et v) la constitution d'un comité national de l'environnement en vue de protéger l'environnement et d'incorporer les problèmes de l'environnement dans les projets de développement.

xii) Guinée : Application d'un plan d'action en vue de lutter contre la désertification

86. Le pays connaît un climat semi-aride dans les régions situées au-delà de 10° de latitude Nord dans la région de la savane boisée, bien que dans la plus grande partie du pays la forêt soit dense et tropicale, notamment près de la côte et sur les plateaux du Fouta-Djalon qui constituent le bassin hydrographique de plusieurs grands fleuves de l'Afrique de l'Ouest. Cependant, la menace la plus grave était la dégradation des sols due à un déboisement des flancs des hauts plateaux du Fouta-Djalon où la densité démographique oscille entre 80 et 100 au km². Au cours des dix dernières années, 10 à 30 p. 100 des forêts ont été irrémédiablement détruits, causant une érosion marine et éolienne des sols dénudés et provoquant la formation d'une couche très dure de latérite. De même, dans les zones semi-arides, le surpâturage du bétail et les feux de brousse accélèrent la désertification. Le Gouvernement avait pris des mesures en vue d'inclure des stratégies de lutte contre la désertification dans le précédent plan de développement économique pour 1973-1980 ainsi que dans le plan de développement actuel pour la période 1981-1985. Il a fallu à cet effet établir un programme de coopération sous-régionale avec les gouvernements du Sénégal, du Mali, de la Sierra Leone et de la Guinée-Bissau en vue de la gestion intégrée du massif du Fouta-Djalon visant à protéger le bassin hydrographique des grands fleuves d'Afrique de l'Ouest, avec la coopération d'organisations internationales comme le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, la FAO, l'OUA et l'UNESCO. Au niveau national, le Gouvernement encourageait un programme d'éducation des masses ainsi qu'une étude d'une législation sur la lutte contre la désertification.

xiii) Tchad : Application d'un programme d'action en vue de lutter contre la désertification

87. La plus grande partie du pays est constituée de terres arides ou semi-arides. La désertification a été essentiellement causée par le ramassage du bois de chauffe dans les savanes boisées qui de ce fait sont épuisées dans un périmètre de 35 km autour de N'Djaména. De même, le surpeuplement des centres urbains, le surpâturage et les feux de brousse annuels auxquels il faut ajouter une sécheresse cyclique, ont aggravé la désertification. Le gouvernement avait pris plusieurs mesures pour lutter contre la désertification comme par exemple: i) la création de ceintures vertes autour de N'Djaména et d'autres centres urbains par le recours aux eucalyptus et autres essences résistantes à la sécheresse; ii) le développement de la production de gomme arabique par le plantage d'acacia Sénégal dans des plantations de 2000 à 3000 hectares que la population rurale pourrait exploiter; iii) l'exploitation et la gestion nationales des forêts en vue de favoriser une régénération naturelle; iv) l'utilisation d'acacia albida en vue d'apporter les éléments minéraux et organiques au sol utilisé pour la culture des céréales; v) la promotion d'une semaine nationale de l'arbre en vue d'intensifier les efforts dans le domaine du reboisement.

c) Débats sur les rapports par pays

88. Les débats ont été axés sur les points suivants :

a) Mesures de lutte contre la mouche tsé-tsé. La plupart des participants ont convenu que la pratique consistant à couper des arbres pour éliminer l'habitat naturel de la mouche tsé-tsé et se débarrasser de cet insecte n'était pas rationnelle car elle donnait lieu à un déboisement étendu et pouvait même causer l'érosion des sols et la désertification. On pourrait envisager d'autres méthodes de lutte contre la mouche tsé-tsé, par exemple le recours aux pesticides, le DDT excepté. On a également fait observer que dans la lutte contre la mouche tsé-tsé, la coopération avec les Etats voisins était nécessaire et que la République-Unie de Tanzanie ferait bien de collaborer avec la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) pour résoudre ce problème, notamment pour surveiller les mouvements des animaux sauvages hôtes de la mouche tsé-tsé dans les parcs nationaux. Le représentant du projet intégré sur les zones arides de l'UNESCO-MAB a mentionné le rapport de l'Agency for International development des Etats-Unis concernant la lutte contre la mouche tsé-tsé en République-Unie de Tanzanie, en faisant remarquer qu'il fallait nécessairement compléter les mesures prises, quelles qu'elles soient, par un contrôle du pâturage du bétail pour empêcher que le surpâturage ne vienne s'ajouter aux autres causes de désertification, un peuplement trop dense par exemple.

c) Régénération des sols cultivés. Un participant a demandé que le représentant du Sénégal donne des informations sur les mesures adoptées dans son pays en vue de lutter contre l'érosion des sols sablonneux ameublissant après le ramassage des arachides. Le représentant du Sénégal a signalé que son pays avait un programme ambitieux visant à régénérer les sols dégradés par le plantage d'Acacia albida après le ramassage des arachides. En outre, les tiges et les feuilles de l'arachide étaient laissées sur place et formaient une couche superficielle qui empêchait l'érosion éolienne;

- c) Méthodes de culture itinérante dans les zones arides. Plusieurs participants ont souligné les dangers de la culture itinérante dans les zones arides. Bien qu'il s'agisse là en principe d'un bon système dans les pays situés sous les tropiques, la période de jachère dans les zones arides du Nigéria était si courte (moins de cinq ans) que le sol n'est jamais complètement régénéré et lorsque les agriculteurs cultivent la terre laissée en jachère, le sol s'appauvrit davantage. Le problème de la culture itinérante était aggravé en outre par la perte de terreau et l'érosion du sol en cas de culture trop intensive et il fallait une coopération internationale pour lutter contre cette érosion dans les zones frontalières. D'autres représentants ont fait des observations sur la nécessité de constituer des comités nationaux sur l'utilisation des terres qui pourraient élaborer des politiques appropriées en matière d'utilisation des terres dans les zones rurales en faisant appel notamment à la communauté rural, en particulier à l'église et aux organisations de jeunes.
- d) Echange de données de recherche. On a souligné la nécessité pour les pays de procéder à un échange des données de recherche sur les essences résistantes à la sécheresse utilisées dans la lutte contre la désertification. Les méthodes utilisées pour la stabilisation des terrils au Zimbabwe avaient fait l'objet d'un débat passionnant car la procédure utilisée était la même que pour la stabilisation des dunes de sable. On a souligné qu'on devait faire appel à la population locale et lui demander de participer aux programmes de plantage des arbres en prenant soin des plants et en protégeant les jeunes arbres.
- e) Réduction du nombre de têtes de bétail dans les zones arides. Un autre participant a voulu avoir des informations sur la manière de réduire le nombre de têtes de bétail en République-Unie de Tanzanie. On lui a répondu que cela se faisait dans le cadre du système politique démocratique à tous les niveaux et comportant des débats étendus et un échange d'informations à chaque niveau. Dans les domaines où la désertification avait des effets très graves, un tel système avait permis de réinstaller les populations locales dans des sites plus favorables.
- f) Planification physique régionale en vue de lutter contre la désertification. Le participant tanzanien a souligné que cette philosophie était une politique à base large visant à évaluer les possibilités de culture, l'eau et les autres ressources naturelles dans une unité écologique, à pourvoir aux besoins des populations locales et des animaux et à identifier les projets de développement appropriés pour la région.
- g) Lutte contre les feux de brousse. On a félicité le représentant du Sénégal pour les mesures que son pays avait prises depuis longtemps en vue de lutter contre la désertification, bien avant même l'élaboration du Plan d'action de Nairobi, en 1977. S'agissant des mesures qui avaient été prises pour lutter contre les feux de brousse, celui-ci a dit que les programmes encouragés par le Gouvernement comme par exemple la semaine de l'arbre permettaient de sensibiliser la population au problème de la conservation des forêts et bois. Ces mesures étaient en outre complétées par des activités de formation et par la fourniture de matériel simple aux agriculteurs et bergers locaux pour leur permettre de lutter contre les feux de brousse.
- h) Coopération au niveau de la sous-région dans le domaine des ressources naturelles possédées en commun. Un participant a souligné qu'une coopération sous-régionale était nécessaire entre l'Ethiopie, le Soudan et l'Egypte pour empêcher l'envasement des barrages construits sur le Nil et sur ses affluents provenant d'Ethiopie, notamment contre l'érosion des sols volcaniques ayant perdu leur couverture végétale.

La situation était la même en ce qui concerne la protection du bassin des fleuves Niger, Sénégal et Gambie sur les hauts plateaux du Fouta-Djallon que partagent la Guinée, le Mali, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et la Sénégalie;

1) Sensibilisation du public à la lutte contre la désertification. Plusieurs participants se sont intéressés aux méthodes de sensibilisation de la population rurale à la lutte contre la désertification, notamment lorsqu'on se rend compte que dans la plupart des pays africains 80 p. 100 de la population qui habitent dans les zones rurales n'ont aucun accès à la télévision, à la radio, aux journaux ou à d'autres systèmes de communications de masse. Le représentant de l'Ethiopie a souligné que cette sensibilisation était assurée par des moniteurs dans les sections locales des associations de paysans, notamment pendant les jours de marché et durant les fêtes importantes. Le représentant du Botswana a par ailleurs souligné que la diffusion de l'information au niveau local s'accompagnait toujours de consultations sur la politique de pâture sur les terres tribales à usage commun. Un participant en provenance du Soudan a signalé l'existence dans son pays d'un système analogue mais a souligné que les moniteurs suscitaient l'intérêt de la population locale à leurs activités en incorporant des séquences de musique et de danses dans leurs programmes audio-visuels de sensibilisation. Des foires agricoles annuelles permettaient également aux fonctionnaires du gouvernement d'échanger des points de vue avec les agriculteurs locaux sur la lutte contre la désertification. Un participant représentant l'ETMA a mentionné l'utilisation expérimentale de la télévision et des micro-ordinateurs pour transmettre à une collectivité villageoise un message programmé sur la lutte contre la désertification.

d) Etudes spécifiques sur la lutte contre la désertification

1) Etude de faisabilité portant sur la conservation des ressources naturelles dans la région de Darfur au Soudan

89. Une étude de faisabilité portant sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles dans la région du Darfur au Soudan a été effectuée par le Ministère de l'agriculture et des problèmes d'irrigation du Soudan. La région du Darfur s'étend à la pointe occidentale du Soudan entre 8° 30' et 20° de latitude nord, près de la région du Kordofan. Sa superficie est de un million 315 720 km² et sa population de trois millions environ. On y distingue trois zones climatiques :

i) la zone aride au-delà de 15° degré de latitude Nord avec des précipitations annuelles comprises entre 9 et 75 mm et qui permettent aux pasteurs de pratiquer l'élevage des chameaux et des moutons (quatre animaux par km²); ii) la région centrale semi-aride (13° N - 16° N) avec des précipitations annuelles de 75 à 300 mm qui permettent de pratiquer la culture itinérante d'arachides et de céréales à faible rendement et d'élever dix animaux au km² (bétail et chameaux); iii) la région de la savane boisée dans le Darfur Sud (8° N - 13° N) avec des précipitations annuelles de 300 à 800 mm; dans cette région la culture est mécanisée dans les zones humides et on y élève du bétail, des moutons, des chèvres et des chameaux (la densité y est la double de celle de la région semi-aride au Nord).

90. L'analyse faite ci-dessus permet de voir les relations étroites existant entre le climat des régions selon la pluviométrie, la capacité des terres arides à pourvoir aux besoins des personnes, des cultures et du bétail en fonction de l'eau disponible. Le problème de la lutte contre la désertification dans la région du Darfur vient surtout de ce que dans la région du Nord il n'y a absolument aucune production, pas de couverture végétale et qu'il y existe beaucoup de dunes de sable en déplacement, alors que dans le Darfur du sud plus productif, les zones de parcours très étendues ne suffisent plus à nourrir la population animale estimée à plus de

4 200 000 têtes. Il fallait maintenant faire appel à une équipe pluridisciplinaire d'experts internationaux en vue de trouver les solutions aux problèmes identifiés dans l'étude de faisabilité.

ii) L'importance de la gomme arabique au Soudan

91. L'étude spécifique sur l'importance de la gomme arabique au Soudan a été présentée par un observateur de la "Gum Arabic Company". Il a parlé de l'importance sur le plan économique de la production de la gomme arabique compte tenu des méthodes agricoles et forestières au Soudan, de la répartition écologique et de la croissance biologique de l'espèce Acacia Sénégal dans la lutte contre la désertification et des avantages sociaux que les agriculteurs traditionnels pourraient retirer de la culture du gommier.

92. La ceinture de gommiers au Soudan constituait une zone-tampon naturelle entre le désert du Sahel-Sahara au nord et la savane de hautes herbes au sud où la production agricole était très élevée. Par conséquent, la destruction ou la mauvaise utilisation de cette zone pourrait provoquer l'avancée du désert sur les terres agricoles. Cette ceinture de gommiers existait surtout sur les sols sablonneux, instables et très vulnérables à l'érosion; cependant les gommiers protègent efficacement la terre végétale fragile contre l'érosion éolienne, ce qui stimule la production agricole. En faisant office de brise-vents contre l'avancée du désert et les mouvements de sable, les gommiers favorisent l'accumulation de matières organiques dans le sol sablonneux et permettent également d'augmenter la fertilité du sol par fixation d'azote. De même, étant donné que les gommiers se régénèrent artificiellement par la production de pousses issues des souches demeurées dans le sol et donnent par la suite de nouveaux arbres, les vieux gommiers pourraient se régénérer facilement lorsqu'ils sont coupés en cas de défrichement ou pour obtenir des produits comme le bois de chauffe, le charbon de bois, ou du bois pour faire des enclos pour le bétail ou des rondins pour la construction.

93. Le cycle de culture de la gomme arabique au Soudan a d'énormes avantages socio-économiques pour les agriculteurs qui par exemple disposent d'un revenu régulier provenant de la vente de la gomme recueillie au cours de la morte-saison (mois de sécheresse de l'été), sa culture permet également d'offrir des emplois pendant la période d'inactivité au cours de laquelle les agriculteurs ont tendance à quitter les zones rurales pour s'établir dans les villes. Le commerce de la gomme arabique rapportait au Soudan des devises d'une valeur de 20 millions de livres soudanaises, montant auquel il faut ajouter environ 30 millions de livres soudanaises provenant des produits forestiers et de l'augmentation de la production agricole rendue possible par la protection et l'augmentation de la fertilité du sol sablonneux grâce au rideau de gommiers. La gomme arabique était une richesse nationale au Soudan dans la mesure où le rideau de gommiers faisait vivre une population dense dont la richesse était estimée à 20 millions de têtes de chameaux, de bétail, de moutons et de chèvres. Par conséquent, le Gouvernement avait accordé un rang de priorité élevé au reboisement de la ceinture de gommiers et à l'augmentation de la production de gomme, car le coût de substitution lié à l'entretien des gommiers dans leur habitat naturel ne pouvait être supporté par l'Etat. En conséquence, un certain nombre de projets de développement de la culture de la gomme arabique ont été lancés par le Gouvernement qui voudrait que leur financement soit assuré par la communauté internationale des donateurs.

iii) Reconstitution de l'environnement en Mauritanie

94. Cette étude spécifique a été présentée par le représentant du Training and Management Programme for Africa (ETMA) de l'Agency for International Development des Etats-Unis qui avait organisé le stage sur l'environnement en Mauritanie de façon à sensibiliser davantage les fonctionnaires aux effets de la dégradation de l'environnement et à la nécessité de présenter des projets de développement cohérents aux donateurs internationaux. De façon à permettre l'identification des facteurs de dégradation qui perturbent les processus écologiques essentiels, on a mis l'accent sur des éléments simples comme : i) la recherche rétrospective et les fossiles d'essences et d'animaux maintenant disparus en Mauritanie; et ii) les modifications écologiques intervenues dans la composition des espèces en fonction des principaux événements intéressant le climat et l'homme. On a fait observer qu'une compréhension de ces processus permettrait de définir des méthodes permettant d'inverser la dégradation de l'environnement par une conception rationnelle de projets de développement favorisant la régénération de l'environnement. On pourrait alors grâce à des propositions de projets élaborés conformément à cette méthodologie répondre non seulement aux impératifs de l'environnement mais également offrir des mesures d'incitation sur le plan socio-économique qui permettraient aux villageois mauritaniens et aux catégories sociales traditionnelles de mettre ces propositions en pratique.

95. Le stage et les autres activités menées par l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis d'Amérique en Mauritanie ont permis de tirer les conclusions suivantes :

a) Il ne semblait pas qu'il y ait eu une modification irréversible de l'environnement susceptible d'empêcher l'exécution d'activités de reboisement judicieuses, ni de modifications du climat ces derniers temps qui limiteraient ces activités;

b) La dégradation de l'environnement était essentiellement due aux activités de l'homme, notamment la prolifération du bétail en Mauritanie à la suite de la "pacification" du pays au début du XXème siècle (il y a eu en particulier un doublement du cheptel qui est passé d'environ 1 250 000 têtes à 2 300 000 au cours des années 60). Le problème a été aggravé par une sécheresse cyclique;

c) La réintroduction d'espèces plus nombreuses était essentielle pour la stabilité écologique à long terme. La sélection des espèces en vue du développement économique et de la préservation de l'environnement permettrait du point de vue pratique d'assurer à la fois l'autosuffisance économique et la régénération de l'environnement et permettait en même temps aux diverses régions écologiques du pays de résister à d'autres périodes de sécheresse.

96. En conclusion on a laissé entendre que les pratiques traditionnelles comme les feux de brousse annuels avaient causé une modification écologique importante mais qu'il n'en demeurerait pas moins que la grave détérioration de l'environnement en Mauritanie et au Sahel découlait de la rupture de l'équilibre écologique intervenue à la suite de l'apparition de nouvelles possibilités économiques et des programmes de développement national. On suppose souvent qu'il doit y avoir une reconversion des mentalités dans les zones rurales si l'on veut arrêter et inverser le processus de désertification; on a cependant

laissé entendre qu'il était encore plus important que les gouvernements et les donateurs étudient soigneusement les effets des efforts déployés dans le cadre du développement et tiennent également compte, dans la définition des orientations du développement, de la capacité d'adaptation des populations rurales.

e) Débats sur les études spécifiques

97. Les débats sur les études spécifiques présentées par la "Gum Arabic Company" et par l'USAID/ETMA ont été axés sur le rôle de l'Acacia Sénégal dans la projection et la régénération des sols sablonneux en vue de la lutte contre la désertification ainsi que sur la possibilité d'utiliser le gommier comme culture susceptible d'aider à assurer la réinstallation des populations nomades. L'Acacia Sénégal s'est avéré très utile au Soudan et des études importantes ont été faites sur les espèces de gommiers, leur répartition et leur utilisation éventuelle pour réinstaller les pasteurs nomades. Au Soudan, les études ont montré que les arbres sains de la ceinture de gommiers pouvaient avoir un rendement de l'ordre de 1 kg par arbre et par an. On a également souligné l'importance que revêtait le renouvellement des éléments nutritifs du sol comme cela a été le cas en Mauritanie et au Sénégal où d'autres espèces de gommiers existent. Au Soudan, il existait deux espèces à savoir l'Acacia Sénégal et l'Acacia Sayel. Les participants ont voulu connaître les possibilités que présentait l'introduction de l'Acacia Sénégal dans la région du Kalah au Kenya en tant que moyen d'assurer la réinstallation des tribus nomades. Cette espèce poussait dans certaines régions du Kenya mais son existence dans la région du Kalahari n'a pu être confirmée. Son rendement potentiel diminuait rapidement avec la réduction de la période de sécheresse annuelle, par exemple dans la région du Soudan sud la production de gomme était relativement faible.

98. Parmi les pratiques culturelles figure un programme de rotation des cultures de 4 à 5 ans dans lequel une partie de la forme plantée de gommiers est occupée par des tailles et des céréales. Ensuite les gommiers régénérés sont gommés pendant une période pouvant aller jusqu'à 15 ans pour recueillir la gomme arabique. En réponse à une question sur les problèmes posés par la rotation avec d'autres cultures ainsi que sur les effets de celle-ci sur la qualité ou la quantité de production, on a fait remarquer qu'aucune recherche n'avait été effectuée dans ces domaines et qu'on n'avait pas non plus tenu compte des taux de rendement. Cependant, l'observation a montré que la production de gomme était meilleure au cours de la recroissance des arbres du taillis. S'agissant des maladies et des effets de la sécheresse sur les gommiers, le représentant de l'UNESCO a demandé si l'on avait déterminé la cause de la mort d'un certain nombre de gommiers qu'il avait vus au Soudan en 1975. Il a également fait observer que d'après son expérience, les principales causes de la mort des gommiers étaient un gommage indiscriminé effectué par la main-d'œuvre saisonnière au Soudan et le vieillissement prématuré des arbres dû à l'absence de taillis comme en Mauritanie.

99. En conclusion, les débats sur les espèces de gommiers ont montré le rôle de cette essence dans la lutte contre la désertification. Le représentant de l'Angola a demandé s'il était possible d'obtenir des semences du Soudan; on lui a répondu que les semences n'étaient disponibles qu'en quantité limitée et uniquement pour la recherche.

3. Séance plénière - Conclusions (point 6 de l'ordre du jour)

a) Conclusions

100. Le Séminaire régional pour la lutte contre la désertification en Afrique avait révélé que le problème de la lutte contre la désertification demeurait entier. L'examen des activités menées par les organisations internationales en vue d'aider les Etats membres de la zone soudano-sahélienne et de la région du désert du Kalahari avait facilité l'évaluation de l'état de mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification. Le désert à l'état brut et le processus de la désertification ont été illustrés au cours du voyage sur le terrain dans la province du Nil Blanc et les études de cas ainsi que les rapports par pays avaient identifié les difficultés et les problèmes rencontrés par les pays africains dans les efforts qu'ils déployaient pour formuler des stratégies nationales en vue de la mise en oeuvre effective du Plan d'action pour lutter contre la désertification et pour appliquer effectivement le dit Plan.

101. Le Plan d'action a dégagé 28 recommandations à appliquer aux niveaux national, régional et international. On n'a pas essayé, au cours du séminaire, de suivre cette voie, mais de s'efforcer de formuler des recommandations spécifiques pour un suivi immédiat de l'exécution du Plan d'action. Les causes et les effets de la désertification avaient également été clairement identifiés à la Conférence des Nations Unies sur la désertification tenue en 1977 et ils ne différaient pas dans les pays étudiés jusqu'ici. En résumé, le déboisement par l'abattage d'arbres pour en faire du bois de chauffe et du charbon de bois, le surpâturage par le bétail, la consommation de broût par les caprins sur les arbustes des déserts, le surpeuplement et la rupture du système des cultures itinérantes, la faiblesse des techniques d'irrigation, tous ces facteurs conduisaient à l'exposition, à la dégradation ou à la détérioration des sols par suite de salinisation avec sécheresse climatique ou physiologique.

102. Les participants au séminaire ont identifié deux domaines de préoccupation appelant une action urgente, à savoir : i) la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée; et ii) l'insuffisance de ressources financières, domaines qui ont entravé les efforts des pays africains dans la lutte contre la désertification. Etant donné que la plupart des pays africains souffrant de la sécheresse et de la désertification appartenaient au groupe des pays les moins avancés, la pénurie de spécialistes et de techniciens pouvant planifier et exécuter les projets de lutte contre la désertification s'est révélée très aiguë. C'était là une occasion de promouvoir la coopération technique entre pays en développement (CTPD), occasion qui aurait permis d'attribuer des bourses de formation au titre du programme de bourses de perfectionnement de la CEA ou de l'Université des Nations Unies à des agents s'occupant sur le terrain de lutte contre la désertification et proposés par les Etats afin de poursuivre des études universitaires supérieures à l'Institut d'études écologiques de l'Université de Khartoum ou dans tout autre établissement semblable en Afrique.

103. En ce qui concerne la fourniture de fonds pour les projets de lutte contre la désertification en Afrique, les Etats membres ont apprécié les efforts du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne et d'autres organisations internationales oeuvrant dans les autres sous-régions touchées de l'Afrique. Toutefois, il a été suggéré que certains donateurs internationaux préférant les arrangements bilatéraux à la contribution à un fonds spécial, les gouvernements africains devaient faire des démarches positives pour exploiter cette possibilité.

Par ailleurs, étant donné que ces organisations ont des onds destinés à l'assistance technique pour la planification et la formulation de projets nationaux de lutte contre la désertification, c'était bien à eux que les Etats membres devraient faire la demande.

104. D'autres domaines qui, de l'avis des participants, appelaient des recommandations spécifiques en vue d'une action étaient les suivants :

a) Nécessité de mettre en place des organes nationaux de coordination pour assurer la liaison entre les secteurs et les disciplines dans les projets et programmes de lutte contre la désertification;

b) Renforcement des réseaux agrométéorologiques dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe afin d'aboutir à un meilleur système de prévision de sécheresses dans le continent tout entier, avec l'appui de l'OMM;

c) Promotion du dialogue Sud-Sud par l'échange d'informations sur la lutte contre la désertification en procédant à l'échange de données d'expérience et de la documentation scientifique, à la démonstration par des études de cas réussis, à l'échange de nationaux pris à titre d'experts dans le cadre de la CTFD et de documents visant à sensibiliser davantage le public afin de promouvoir la participation des masses à la lutte contre la désertification;

d) Il faut, dans l'application des mesures de lutte contre la désertification, trouver des moyens permettant à la population locale de se conformer aux règles et normes nécessaires pour la conservation, par exemple prévoir d'autres sources d'énergie non classiques (biogaz, énergie solaire, énergie éolienne, etc), pour arrêter le déboisement visant à produire du bois de chauffe et du charbon de bois, d'autres moyens de subsistance lorsque l'allègement des pâturages a été recommandé pour maintenir la charge potentielle (récolte de la gomme arabique, pêche, etc.) une gestion saine du point de vue de l'environnement des établissements humains comme solution de rechange au nomadisme des pasteurs du Sahel.

4. Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 7 de l'ordre du jour)

105. Le projet de rapport du séminaire a été adopté après des modifications. Toutefois, les participants ont été également priés de faire parvenir à la CEA toutes corrections nécessaires ou toutes autres modifications souhaitées dans un délai de deux semaines afin qu'elles soient incorporées dans le rapport final.

106. Le Ministre chargé de l'agriculture et de l'irrigation a prononcé la clôture du séminaire en exprimant les remerciements de son gouvernement aux diverses organisations internationales qui avaient contribué à l'organisation du séminaire et permis aux participants de divers pays africains menacés par la désertification et la sécheresse de venir discuter leurs problèmes communs au Soudan. Le désert empiétait sur les terres agricoles et pastorales au Soudan au rythme de six kilomètres par an, ainsi tous les pays africains devaient s'efforcer d'élaborer et de mettre en oeuvre un plan d'action national pour lutter contre la désertification. Enfin, le ministre a supplié les gouvernements de mettre en commun leurs ressources en vue de la coopération régionale à l'élaboration de programmes d'enseignement, à l'utilisation des compétences autochtones et à l'acquisition du concours de la population locale pour lutter contre la désertification en Afrique.

107. En réponse aux déclarations finales du ministre, un représentant du secrétariat de la CEA a exprimé la gratitude des participants au séminaire au gouvernement soudanais pour l'importance qu'il avait attachée au séminaire pour la lutte contre la désertification en Afrique. Il a prié les participants de prêter une attention particulière aux recommandations adoptées afin de tirer le plus grand parti du séminaire. Le représentant du Zimbabwe, prenant la parole au nom de tous les participants, a déclaré qu'il avait acquis lors du séminaire une expérience très précieuse des problèmes de lutte contre la désertification en Afrique. Il a formulé l'espoir qu'un séminaire analogue se tiendrait en Afrique australe afin que tous les pays de cette partie du continent puissent bénéficier de l'expérience acquise par les autres.

D. RECOMMANDATIONS ET RESOLUTIONS

Recommandation 1 : Arrangements institutionnels en vue de la lutte contre la désertification dans la région du désert du Kalahari

Les participants de l'Afrique au sud de l'équateur, ayant pris connaissance des activités menées pour lutter contre la désertification dans la région soudano-sahélienne, tenant compte de ce que la sécheresse persiste dans leur sous-région et vu l'urgence qu'il y a pour les pays de la sous-région à surveiller les activités et exécuter des programmes pour lutter contre la désertification, recommandent, par l'intermédiaire du présent séminaire, que des programmes tels que ceux bénéficiant d'une assistance du BNUS, du PNUD et du Programme de formation et de gestion en matière d'environnement parrainé par l'Agence pour le développement international des Etats-Unis ainsi que des institutions spécialisées des Nations Unies dans la région soudano-sahélienne, soient établis et renforcés sans plus tarder dans la région du désert du Kalahari. Au niveau sous-régional, l'organisation intergouvernementale qu'est la Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe (SADCC) pourrait être le point de départ de la coopération avec le BNUS en mettant en place un bureau sous-régional analogue à celui du CILSS à Ouagadougou.

Recommandation 2 : Programmation et formulation de projets pour la lutte contre la désertification

Quelques pays avaient certes élaboré des plans visant à lutter contre la désertification, toutefois il serait souhaitable que les organismes des Nations Unies et la CEA aident les Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait à mettre au point des plans d'actions nationaux, à concevoir une programmation judicieuse ainsi qu'une surveillance et une évaluation méthodiques de l'exécution des projets afin de veiller à ce que les projets énumérés dans le plan d'action de chaque pays tiennent effectivement compte de tous les aspects de la protection et de la gestion de l'environnement sur les terres arides, et à identifier les problèmes rencontrés dans l'exécution des projets en vue de les éliminer dès que possible. Il a par conséquent été recommandé d'envisager une assistance immédiate en faveur de pays tels que le Nigéria qui ne recevaient pas une aide ou une assistance suffisante pour la lutte contre la désertification. En outre, les participants au séminaire ont demandé qu'une équipe interdisciplinaire interinstitutions conduite par le BNUS effectue une étude de la région du Darfour septentrional qui avait été gravement atteinte par la désertification au Soudan, et ce afin d'identifier les solutions aux problèmes de la lutte contre la désertification dans la région.

Recommandation 3 : Amélioration des mesures de lutte contre la désertification en prévoyant des solutions de rechange

Pour empêcher le déboisement des bois naturels, les organismes des Etats devraient promouvoir des programmes d'assistance faisant participer les populations locales à:

- a) La plantation d'essences à croissance rapide, d'arbres exotiques et d'espèces indigènes appropriées en vue de produire du bois de chauffe, du charbon de bois, des fourrages et des abris;
- b) L'utilisation des autres sources d'énergie nouvelle et renouvelable telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie de la biomasse;
- c) Utilisation, en vue de l'approvisionnement énergétique, des résidus de la biomasse tels que les tiges de cotonnier, les coques d'arachide, la mélasse, la bagasse etc;
- d) L'utilisation de sources de remplacement tels que le pétrole lampant, les gaz de pétrole à l'état liquifié et le biogaz pour les besoins énergétiques des populations afin de réduire au minimum la consommation de bois de chauffe;
- e) La modernisation des fours utilisés dans la production de charbon de bois ;
- f) L'adoption de fourneaux modernes économiques ;
- g) Des études sur les besoins en matière de bois de chauffe et de résidus agricoles utilisés comme combustibles dans chaque pays ;
- h) Une étude en vue d'estimer les ressources forestières et en résidus agricoles qu'il est possible de continuer à utiliser comme combustibles.

Des organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales telles que le Programme de formation et de gestion en matière d'environnement parrainé par l'Agence pour le développement international des Etats-Unis devraient participer au financement et à la planification de cours spéciaux de formation à l'intention des services qui s'occupent des sources d'énergie nouvelle et renouvelable dans les pays africains. Ces derniers devraient accorder un rang de priorité élevé aux programmes intégrés notamment de reboisement en particulier dans les régions menacées par la désertification.

Recommandation 4 : Formation de main-d'oeuvre en vue de la lutte contre la désertification

- a) Les participants au séminaire ont recommandé aux organisations de tenir annuellement pour les trois sous-régions un séminaire commun pour la lutte contre la désertification et d'en tenir le prochain au Malawi ;
- b) Etant donné que nombre de pays souffraient de la pénurie de personnel qualifié, les participants au séminaire ont demandé aux organismes appropriés des Nations Unies et à d'autres organisations internationales indiquées d'aider à la formation d'Africains dans le domaine de la conservation ;

c) Il faudrait renforcer les programmes de vulgarisation et d'éducation de masse dans les pays africains en fournissant des auxiliaires audio-visuels et du matériel de transport ;

d) Reconnaissant que certains pays de la région ont mis au point des techniques perfectionnées de lutte contre la désertification dans le contexte africain, les participants ont recommandé que des activités appropriées telles que la coopération technique entre pays en développement (CTPD) soient indiquées pour permettre d'échanger des données d'expérience et des connaissances avec les pays africains qui n'avaient pas les compétences nécessaires dans ce domaine ;

e) L'échange de personnel invité s'occupant de la lutte contre la désertification devrait être organisé entre pays africains grâce à l'aide d'organisations internationales telles que le BNUS, la CEA, la FAO, le PNUE, etc.

Recommandation 5 : Financement des projets de lutte contre la désertification

a) Les participants ont constaté que le financement constituait un grand problème entravant l'exécution des projets dans tous les pays de la région soudano-sahélienne et de l'Afrique australe. Tout en sollicitant l'assistance des organismes des Nations Unies, ils ont recommandé que les gouvernements africains veillent à ce que des crédits budgétaires suffisants soient ouverts pour soutenir leurs programmes de lutte contre la désertification et à s'adresser également aux sources bilatérales de financement, les pays développés préférant traiter directement avec les gouvernements ;

b) Les participants ont recommandé que les organismes de financement et de mobilisation de fonds mettent en commun leurs ressources pour appuyer les projets de lutte contre la désertification, c'est-à-dire qu'ils intègrent leurs efforts au lieu que chaque organisme appuie un projet différent.

Recommandation 6 : Lutte contre le surpâturage et mise au point de moyens nouveaux ou supplémentaires de subsistance

Bien que la réduction du bétail dans les pâturages puisse représenter un moyen de lutte contre la désertification, les participants ont souligné qu'il était nécessaire de fournir aux pasteurs des moyens nouveaux ou supplémentaires de subsistance lorsque les troupeaux étaient réduits délibérément ou en raison de sécheresse et de la disparition du couvert végétal. La lutte contre la désertification, qui est une forme de protection et de consolidation de l'environnement, devrait par conséquent s'accompagner de programmes écologiquement sains qui pourraient comporter des projets tels que les suivants :

a) Plantation d'acacia Sénégal : pour la production de gomme arabique afin de permettre aux paysans de gagner de l'argent ;

b) Adoption de la pêche là où c'est possible ;

c) Développement d'autres activités de production alimentaire telles que l'élevage de la volaille et la construction de petits barrages en terre pour retenir les eaux de pluie et encourager la production maraîchère à petite échelle ;

d) Projets de recherche et projets pilotes concernant la consommation par le bétail de plantes résistant à la sécheresse et ayant une valeur marchande telles que le "jojoba" et le "guayule" .

a) Création, à l'intention des paysans d'emplois saisonniers pour la récolte de la gomme et commercialisation, par les nomades, des animaux enlevés des pâturages pour empêcher la migration des zones rurales vers les zones urbaines.

Recommandation 7 : Extension du réseau Agrhymet en Afrique

Les participants ont noté qu'avec l'assistance de l'OMM et du BNUS, les services météorologiques nationaux de la région soudano-sahélienne s'efforçaient d'établir et de renforcer des réseaux de stations agrométéorologiques. Ils ont recommandé que de tels efforts soient poursuivis et étendus à d'autres parties de l'Afrique en particulier aux pays du Sahara septentrional et de la région du désert du Kalahari afin de mieux évaluer les conditions d'apparition de la sécheresse en Afrique et d'accroître le potentiel de prévision de la sécheresse.

Résolution 1 : Coopération régionale à la lutte contre la désertification en Afrique

Le Séminaire régional pour la lutte contre la désertification en Afrique,

Exprimant ses remerciements au Gouvernement soudanais pour l'hospitalité qu'il a réservée aux participants à la réunion,

Exprimant sa gratitude à la Commission économique pour l'Afrique, au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, au Programme des Nations Unies pour l'environnement et au Programme de formation et de gestion en matière d'environnement pour l'Afrique du concours qu'ils ont apporté en vue de l'organisation du séminaire,

Reconnaissant que l'abattage d'arbres et d'arbustes ainsi que le surpâturage sont la cause principale de la désertification en Afrique et que des mesures devraient être prises pour réduire ces activités,

Soulignant qu'une réduction de ces pratiques ne saurait être réalisée sans la mise au point de mesures visant à l'utilisation de sources nouvelles ou supplémentaires d'énergie et de subsistance pour faire face aux besoins en énergie et en alimentation des populations,

Notant avec satisfaction l'assistance que le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne fournit aux pays de la région soudano-sahélienne et des zones adjacentes dans la lutte contre la désertification en exécutant des projets concrets et dans la planification et la programmation,

Notant avec satisfaction le rôle que jouent l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation météorologique mondiale dans la région soudano-sahélienne et dans d'autres régions de l'Afrique en vue de mettre en oeuvre le Plan d'action pour lutter contre la désertification et de lutter contre la sécheresse,

1. Demande instamment que les organes directeurs du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Programme des Nations Unies pour le développement, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale envisagent sérieusement de mettre la République-Unie de Tanzanie dans la portée de la définition de la région soudano-sahélienne afin qu'elle remplisse les conditions requises pour recevoir une assistance en vue de lutter contre

la désertification, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne agissant au nom du Programme des Nations Unies pour l'environnement;

2. Prie les organes et organismes pertinents des Nations Unies (Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement et Commission économique pour l'Afrique) d'élargir la portée du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne et de créer un mécanisme analogue pour aider, au nom du Programme des Nations Unies pour l'environnement, les pays membres de la Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe afin de lutter contre la désertification notamment les problèmes de sécheresse de la même manière que le BNUS aide les Etats membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel dans la région soudano-sahélienne.

Résolution 2 : Echange d'informations sur la désertification

Le Séminaire régional pour la lutte contre la désertification en Afrique,

Rappelant le paragraphe 5 de la décision 10/18 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Se félicitant des efforts déployés par le Programme pour effectuer une étude et élaborer un répertoire des institutions et spécialistes nationaux et internationaux s'occupant de la formation, de la recherche et de l'exécution d'activités dans le domaine de la lutte contre la désertification en Afrique, afin de faciliter l'échange d'informations et de connaissances techniques entre les pays africains menacés par la désertification,

1. Invite instamment les gouvernements des pays africains à fournir, selon que de besoin, au Programme des Nations Unies pour l'environnement ou au Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, des informations pertinentes sur les institutions et les spécialistes de leurs pays respectifs oeuvrant dans le domaine de la désertification et de la sécheresse ;

2. Recommande que les participants appellent l'attention de leurs gouvernements sur la nécessité de remplir les questionnaires sur la désertification envoyés par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, afin de l'aider à entreprendre une évaluation de l'état de la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification depuis son adoption en 1977 et à déterminer si les mesures prises pour lutter contre la désertification ont porté leurs fruits ou si elles devraient être modifiées et indiquer les mesures nouvelles à prendre.

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS

1. UNEP Implementation of the United Nations Plan of Action to Combat Desertification in the African Region
2. WMO The role of climate on drought and desertification
3. UNSO Desertification in the Sudano-Sahelian and related countries : Problems and opportunities encountered by the United Nations Sudano-Sahelian Office
4. FAO Selected FAO activities in the field of arid and semi-arid lands
5. ETMA Environmental degradation in the Sahel - A historical perspective
6. ETMA Discussion paper on the Mauritania green belt reafforestation project
7. E/ECA/ENV/5 Report and Recommendations on the joint UNEP/UNESCO/CEA mission to the kalahari Region
United Republic of Tanzania and Zimbabwe
8. Anti-desertification traditions in a settled community ; The case of El Sheikh El Sidiq Village, White Nile Province, The Sudan
Monographies nationales
9. Combating desertification in Botswana
10. Rapport sur la mise en oeuvre du Plan d'action des Nations Unies pour combattre la désertification en République populaire révolutionnaire de Guinée
11. Country paper on desertification in Ethiopia
12. Arid zone afforestation project in Nigeria
13. Senegal - Country paper
14. Desertification control, Tanzania
15. Actions forestières entreprises au Tchad dans le cadre de la lutte contre la désertification

Distr.
LIMITED/LIMITEE
ENV/Inf.6/Rev.1
19 November 1982

ANNEX II

Original: ENGLISH/FRENCH
ANGLAIS/FRANCAIS

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

ECA/UNSO/UNEP/ETMA/IES Regional
Workshop on Combating Desertifica-
tion in Africa

Khartoum, 23-30 October 1982

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Seminaire par la CEA/UNSO/PNUE/ETMA/IES
pour la lutte contre la desertification
en Afrique

Khartoum, 23-30 Octobre 1982

LIST OF PARTICIPANTS

LISTE DES PARTICIPANTS

ANGOLA

Mr. Moyo Massamba Jose
Forest Inventory Officer
Direcsao
Nacional da Conservacao Da Natureza
Luanda

BENIN

Mr. OUDE, Assogba Pascal
Ingenieur de Travaux des Eaux et Forêts
Direction des Eaux et Forêts
B. P. 393,
Cotonou

BOTSWANA

Mr. Edward Kizito Maloiso
Chief, Land Utilization Officer
Ministry of Agriculture
P/Bag 003
Gaborone

CHAD (TCHAD)

Mr. BARDOUM - Djekourbian
Ingenieur des Travaux et Forêts
Direction des Eaux et Forêts
Njamena

ETHIOPIA

Mr. Kindeya Hailu
Head, Reclamation Department
Relief and Rehabilitation Commission
Addis Ababa

GUINEA (GUINEE' REPUBLIQUE DE)

Mr. CONDE' Séra-Bako
Ingenieur des Eaux et Forêts
Directeur projet RAF/81/060
c/o Direction Générale
Eaux et Forêts
B. P. 624
Conakry

GUINEA-BISSAU

Mrs. Ana Maria de Sa Almeida
Direcsao Dos Servicos Florestais
C. P. No. 399
Rep. Guinea-Bissau
Bissau

MALAWI

Mr. BWEYA, Laban Anderson Chibvunde
Principal Land Husbandry Officer
P. O. Box 30134
Lilongwe -3

NIGERIA

Mr. OYEBO M.A.
Assistant Chief Forest Officer
Federal Dept. of Forestry
P. M. B. 2082
Kaduna Nigeria
Lagos

SENEGAL

Mr. NDIAYE, Amadon Ndiaye
Ingenieur des Travaux des Eaux et Forêts
Direction des Eaux et Forêts
B. P. 1831
Dakar

SUDAN

Mr. Farouk Hassan Ahmed
Soil Conservation
Ministry of Agriculture and
Irrigation
P. O. Box 1942
Khartoum

Dr. Mohamed Gaily Abdel Razig
Senior Soil Scientists, Soil Conservation
and Land Use
Ministry of Agriculture and Irrigation
P. O. Box 1942
Khartoum

SUDAN

Dr. Mustafa Khogali
Institute of Environmental Studies
University of Khartoum
P. O. Box 321
Khartoum

TANZANIA

Mr. Mugurusi, E.K.
Head, Master Planning and Research
Section
P. O. Box 20671
Dar-es-Salaam

ZIMBABWE

Mr. MPOFU, Phinias Zuza Thomas
Deputy Director
Ministry of Natural Resources and Tourism

UN ORGANIZATIONS

ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES

FAO

Mr. K.D. Thelen
Environment Programme Officer
Food Agriculture Organization
Via delle Terme di Caracalla
Rome, Italy

UNEP

Mr. Turgut E. Beskok
Senior Programme Officer
Desertification Branch
UNEP
P. O. Box 30552
Nairobi, Kenya

UNESCO

Dr. H.F. Lamprey
UNESCO Regional Office of Science and
Technology for Africa
P. O. Box 30592
Nairobi, Kenya

UNSO

Mr. Ruben P. Mendez
Principal Officer
UNSO
One United Nations Plaza
New York, N.Y. 10017
U.S.A.

WMO

Mr. N.A. Gbeckor-Kove
Scientific Officer
World Climate Programme Department
World Meteorological Organization
Case Postale No. 5
Ch. 1211 Geneva 20
Switzerland

OBSERVERS
OBSERVATEURS

EGYPT

Mr. Fathy M. Abu-Ayana
Dept. of Geography, Faculty of Arts,
University of Alexandria,
19 Aziz Pacha Kahil St, Sarwat
Alexandria

FRANCE

Mr. Bruno Chauvin
French Embassy
Khartoum

Mr. FATIO, Yvon
University of Khartoum
Khartoum

F.R. GERMANY

Prof. Dr. Fouad Ibrahim
Hans-Holbein. Str. 49.A
D.3050 Wunstorf, W. Germany

G. BRITAIN

Mr. Michael Hulme
Dept. of Geography
University College of Swansea,
Swansea SA 2 8PP, Great Britain

MALAYSIA

Mr. Moo-Koon FATIO
11 Rue des Trois Freres
75018 Paris, France

NETHERLANDS

Mr. De Jong-Boon, Caroline
Royal Netherlands Embassy
P. O. Box 391
Khartoum

SUDAN

Mr. Abdalla Ibrahim El Fadl
P. O. Box 1942
Khartoum

Prof. H.A. Musnad
Forestry Research Centre
Ministry of Agriculture
P. O. Box 658
Khartoum

Mr. Yasin El Hag Abdin
P. O. Box 2404
National Council for Research
Khartoum

SUDAN

Mr. Kamal Osman Khalifa
Manager, Afforestation Project
Sudan Council of Churches
c/o Forests Administration
P. O. Box 658
Khartoum

Mr. Ibrahim Khalid Abu Bakr
Manager, Project of Restocking of Gum Belt
Forests Department
P. O. Box 302, El Obeid
Khartoum

Mr. Abdel Ghaffar M. Ahmed
University of Khartoum
DSRC
Khartoum

Mr. Kostî Manibe
Sudan Council of Churches
P. O. Box 469
Khartoum

Mr. Wilson Iskander
UN/DTCD, UNDP
Khartoum

Mr. El Amin Youssof A/Raddad
Forestry Research Centre
P. O. Box 658
Soba
Khartoum

Mr. Wadie Yanni Magar
P. O. Box 6096
Peoples Hall
Khartoum

Mr. Yousif Ahmed Dash
Ministry of Agriculture
Khartoum

Mr. Mohamed Osman Hussein
P. O. Box 285
Khartoum

Mr. Badria Sayed Ahmed
Ministry of Agriculture and Irrigation
Khartoum

SUDAN

Mr. Saad El Deen Ibrahim
Institute of Environment Studies
Ministry of Agriculture and Irrigation
Khartoum

Mrs. Mariam Ahmed Musa
National Energy Admin.
P. O. Box 2649
Khartoum

Mr. Mohamed El Habib Hammad
Forestry Department
Eddamer, Northern Region
Khartoum

Mr. Kheiralla Mahgoub Kheiralla
Energy and Mining
P. O. Box 381
Khartoum

Mr. Awatif Abuzeid Mohamed
Ministry of Agriculture and Irrigation
Khartoum

Mr. Mohamed H.A. Hassan
School of Mathematical Science
University of Khartoum
Khartoum

Mr. El Hag Makki Awouda
Gum Arabic Company
P. O. Box 857
Khartoum

Mr. A.E. Fadl
P. O. Box 388
Wad Medani, Sudan
Khartoum

Dr. Gauma'a Syaed Guma'a
National Council for Research
P. O. Box 6096
Khartoum

Mr. Osman A. Rahim Osman
P. O. Box 2404
Khartoum

SUDAN

Mr. Eltayeb Elhadi Mohammed
Agricultural Corporation
P. O. Box 658
Khartoum

Mr. Mohamed EL Amin Mukhtar
Ministry of Energy and Mining
Khartoum

Mr. Hamza Homoudi
National Energy Administration
P. O. Box 2649
Khartoum

Mr. Awad Ali Mahid
P. O. Box 233
El Obeid, Sudan

Mr. Ahmed Saber
Administrative Officer
Soil Conservation and Land Use Admin.
Ministry of Agriculture and Irrigation
P. O. Box 1942
Khartoum

Mr. Tagelsir Ali Mohgoub
Public Relations Officer
Soil Conservation and Land Use Admin.
Ministry of Agriculture and Irrigation
P. O. Box 1942
Khartoum

Mr. A/Alla Saad A/Elrahim
Ministry of Agriculture
P. O. Box 32
Ed Damer, Sudan

Mr. Tageldin Hussein Nasroun
P. O. Box 658
Khartoum

Dr. Musa Mohamed Musa
Head, Plant Production Division
Arab Organization for Agriculture
Development (AOAD)
P. O. Box 474
Khartoum, New Extension

SUDAN

Mr. Asim Egnid Abdalla
P. O. Box 1151, Omdurman
Khartoum

Dr. M. Tag El Seed
Hydra-biological Research Unit
University of Khartoum
Khartoum

Mr. El Hag Makki Awouda Makki
P. O. Box 5857
Khartoum

Mr. Mubark Ahd. Moh. Salih
National Council for Research
National Committee for Environment
P. O. Box 2404
Khartoum

Mr. Ali Ahmed Osman
National Energy Administration
Ministry of Energy and Mining
P. O. Box 2649
Khartoum

Mr. Mohamed Gaafar A/Magid
National Administration for Water
P. O. Box 581
Khartoum

TUNISIA

Mr. Tadeb Essayem
P. O. Box 923
Khartoum

USA

Mr. Stanley Dunn
P. O. Box 2702
Khartoum

Mr. Charles R. Bailey
Ford Foundation
P. O. Box 1794
Khartoum

Mr. Joyce Turk
791 E 232 St.
Euclid, Ohio 44123
USA

SECRETARIAT

ECA

Dr. N.H. Ayodele Cole
Director
Environment Co-ordination Office
Addis Ababa

Dr. Lucas T. Tandap
Programme Officer
Environment Co-ordination Office
Addis Ababa

USAID/ETMA

Mrs. Anne M. Lewandowski
ETMA Field Officer
Institute of Environmental Studies
University of Khartoum
P. O. Box 321
Khartoum, Sudan

Mr. Jeffrey A. Gritzner
National Research Council
2101 Constitution Avenue, N.W.
Washington D.C. 20418, USA

Prof. Harry E. Schwarz
950 Main St.
Worcester, MA 01610 USA